

TRIBUNE

HEBDOMADAIRE



DU PARTI

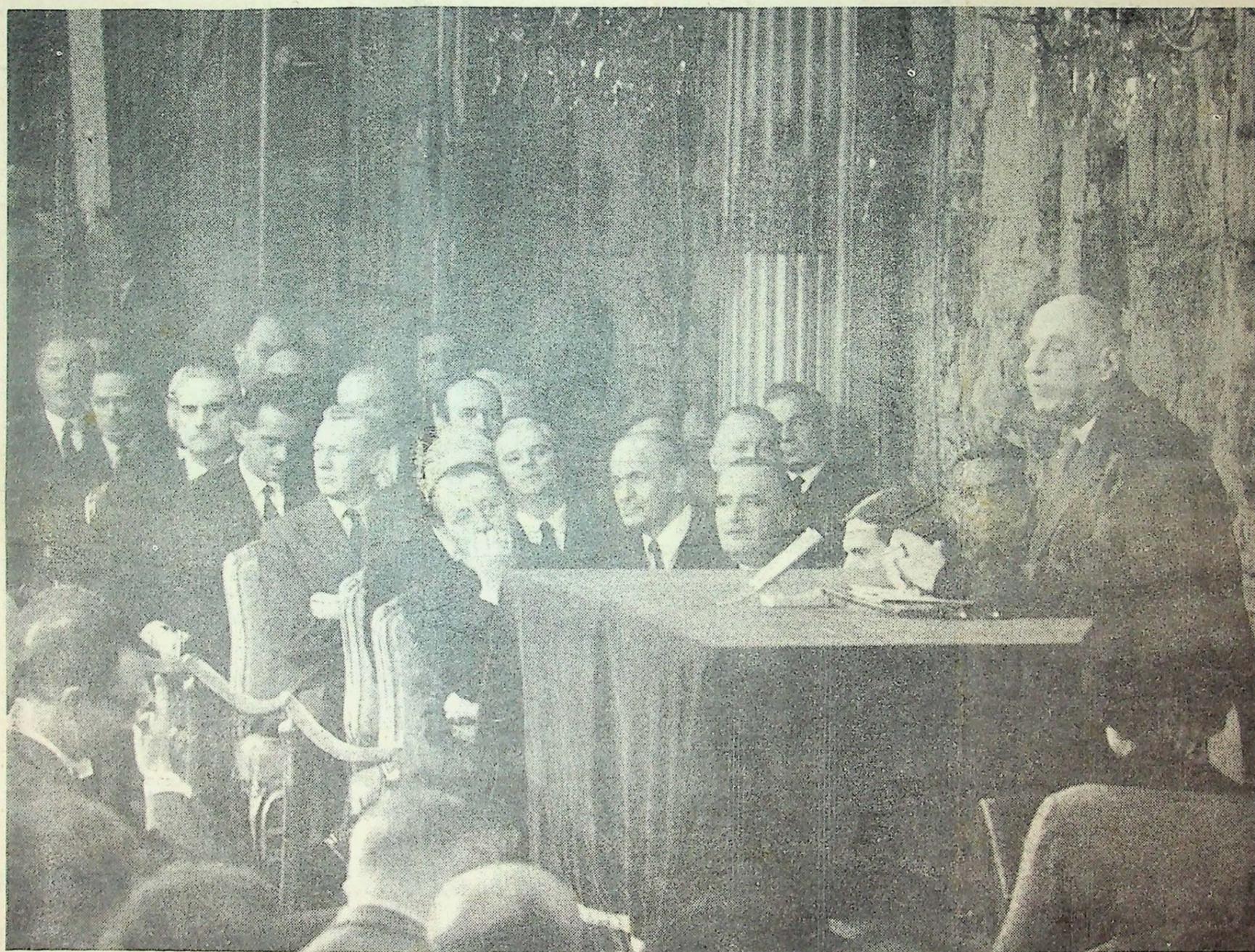
SOCIALISTE

UNIFIÉ

PRIX : 70 centimes

N° 227. — 13 FEVRIER 1965

QUAND DE GAULLE PLANE...



QUE FAUT-IL PENSER DE SA CONFÉRENCE DE PRESSE ?

par **P. Naville** et **P.-A. Maurienne**

(pages 6 et 7)

**WILSON FACE A
"LA CITY"**

par **Gérard DENECKER**

(Page 3)

**LA VIE QUOTIDIENNE
A CUBA**

par **Harris PUISAIS**

(Page 5)

Courrier des lecteurs

● A propos de l'article de Pierre ARON sur la réforme de l'enseignement

A. Dannay, Somain (Nord)

Cher monsieur, Instituteur de C.E.G. et membre du P.S.U., ce qui n'est pas incompatible, j'ai lu avec un vif intérêt votre article sur la réforme du secondaire. Je vous trouve un peu dur envers les enseignants des C.E.G. ! Ces maîtres ont rendu et rendent de précieux services à l'éducation et la formation des enfants. Surtout soyons reconnaissants envers ceux qu'éclipse le mirage des lycées et C.E.S. !

Je voudrais attirer votre attention sur un sujet différent : l'enseignement laïc privé. Hélas ! personne n'en parle. Permettez-moi de vous suggérer quelques aspects de ce problème :

1° — L'enseignement technique tiend-il en France la place qui lui revient dans un pays moderne ?

2° — Pourquoi l'Etat confie-t-il aux entreprises le soin d'assurer elles-mêmes leur formation professionnelle entière ?

3° — Quels intérêts moraux (le paternalisme !) et financiers ces dites entreprises trouvent-elles à entretenir un service de formation professionnelle ?

4° — Qu'attend-on, dans une première étape, pour exiger que les cen-

Maurice Marin, Courbevoie

Cher camarade, Je t'écris au sujet de l'article de Pierre Aron paru dans Tribune Socialiste n° 224. Les instituteurs enseignants dans les C.E.G. et les C.E.S. y sont quelque peu maltraités comme ils le furent également dans un autre article de T.S., il y a quelques années, relatant la situation scolaire de la ville de Montreuil, je crois.

L'instituteur de C.E.G. est, pour Pierre Aron, « un personnel à la formation rudimentaire, sous-payé, dans des classes surchargées, munies d'un matériel insuffisant » ; plus loin, il lui oppose « le personnel hautement qualifié », et l'enseignement privé... « qui, lui, est libre de recruter le personnel qui lui plaît ! »

C'est une conception petite-bourgeoise et technocratique des faits. Certes, l'équipement des C.E.G. est rudimentaire ; mais de là, éveiller chez le lecteur une aversion pour ces établissements en la résumant par ces images évoquées : des illettrés, des crève-la-faim, des médiocres en proie aux enfants, c'est scandaleux. Je crains fort que l'idéal socialiste qui animait les militants de 1870 à 1936 ait quelque peu changé. Il s'agit plus de singer les bourgeois que de construire un monde socialiste.

Ces instituteurs sans culture ont créé la Mutuelle générale de l'Éducation nationale qui est un modèle des mutuelles, la Mutuelle-Assurances automobile des Instituteurs de France qui est encore un modèle de mutuelle. Ceci pour ne citer que des œuvres grandioses et spectaculaires. Je ne mépriserais pas en comparaison, par modestie et par délicatesse, les réalisations dans le domaine social et culturel des différents ordres d'enseignement depuis l'aube de la Troisième République.

Tout le monde se plaît à être disciple de Wallon, mais on évite bien d'envisager l'ensemble de son projet de réforme. Les critiques de la pseudo-réforme Fouchet sont toutes plus ou moins voisines, de M. Léotard à Pierre Aron, toutes plus ou moins franches dans leur libellé : pour les uns, justifier les privilèges de classe de la société de demain : « Malheur aux vaincus » ; pour les autres, flatter ce complexe des masses, l'infériorité devant les mœurs bourgeoises : offrir aux enfants l'occasion de jouer aux petits potaches de la « belle époque ». Jamais on ne voit pointer l'idée de la création d'une société sans classes sociales, d'un monde socialiste précurseur d'un monde communiste.

Je reviens à cet instituteur C.E.G. sous-développé. Wallon en avait envisagé son reclassement dans la société moderne, le recyclage de sa profession. Avec son petit brevet élémentaire, l'instituteur a scolarisé la France, une France qui savait lire et

travailler d'apprentissage des entreprises nationalisées (S.N.C.F., Houillères...) soient gérés directement par l'Etat ?

Un document intéressant : carte 176 « établissements d'enseignement technique » (Société d'éditions géographiques professionnelles, 9, rue Coëtlogon, Paris-VII^e. Tél. 548-04-72.

Quelques points particuliers : 1° — Un maître de centre d'apprentissage d'entreprise nationalisée recommence sa carrière comme débutant s'il regagne l'Éducation nationale ;

2° — Les lois sur l'enseignement privé ne s'appliquent pas à ces centres d'apprentissage ;

3° — Un décret du ministre de l'Éducation nationale tendant à améliorer légèrement cet état de choses attend la signature du ministre des Finances depuis environ deux ans (pourquoi cette attente ?).

N.D.L.R. — Notre camarade Aron estime être insuffisamment au courant de cette question. Nous demandons à nos lecteurs enseignants si, parmi eux, il n'y a pas un camarade qui voudrait ou pourrait répondre à notre correspondant.

Je pense, écrire sans fautes d'orthographe et lisiblement, une France qui a su créer les syndicats et vivre en démocratie. La scolarisation faite, on a exigé de l'instituteur le brevet supérieur (conception encyclopédique de la culture héritée des philosophes du XVIII^e siècle). Avec le baccalauréat, Pétaïn a, sous de bonnes paroles, émasculé l'enseignement primaire, car qui dit baccalauréat dit certificats de licence ou études supérieures. Depuis, le recrutement des instituteurs est non sans qu'il demande pour la formation professionnelle beaucoup de travail personnel et une valeur individuelle certaine.

Aujourd'hui, il paraît inconcevable de ne pas donner aux instituteurs une formation du niveau de la licence. Le rôle social de l'instituteur s'exige. Le niveau intellectuel des autres professions a nettement évolué, et l'instituteur ne doit pas être réduit à se voir reléguer dans un rôle d'une conception tout à fait cléricale et paternaliste de gens de maison, ce serait le retour à la loi Falloux. Il y va de sa dignité, il y va de l'indépendance de l'école primaire.

Actuellement, nous sommes en période de scolarisation. Ces personnes hautement qualifiées, et dûment formées pédagogiquement et socialement, il nous faut les attendre et faire face à la situation. Cette réforme devrait être révolutionnaire. C'est la préparation d'un monde socialiste que le S.N.I. et les S.N.E.S. et S.N.E.T. devraient envisager plutôt qu'entretenir une atmosphère de malaise autour du « mandarinat ». C'est en détruisant le mandarinat qu'est née la Chine socialiste. C'est en recherchant l'efficacité que la réforme prendra corps. Les disputes byzantines, les querelles entre syndiqués de la F.E.N. ne peuvent que servir la politique réactionnaire du gouvernement. Que les enseignants apprennent à s'estimer. Les instituteurs de C.E.G., de cours complémentaires pour la foule des anciens élèves, ont fait leurs preuves : c'est un corps enseignant hautement qualifié en matière pédagogique, qui, par un travail personnel, a su atteindre le niveau de culture et la spécialisation nécessaires à l'enseignement secondaire du premier cycle, et qui, de plus, est animé d'un idéal de progrès social. Ils ont été et demeurent des apôtres, et je crois que c'est cela le vrai humanisme.

N.D.L.A. — Le camarade Marin est plus dur avec moi que je ne le suis avec les maîtres de C.E.G. J'avoue que le terme de « formation rudimentaire » est peut-être un peu brutal, trop brutal. Mais, au fond, qu'ai-je dit d'autre que Marin lui-même : « Aujourd'hui il paraît inconcevable de ne pas donner aux instituteurs une formation du niveau de la licence » (et pas seulement, me semble-t-il, parce

que « le rôle social de l'instituteur l'exige » ? Si cette formation est indispensable pour les instituteurs, elle l'est à plus forte raison pour les maîtres de C.E.G., de C.E.S. En attendant leur formation est, sinon rudimentaire, du moins insuffisante (c.q.f.d.). Et je ne vois pas en quoi c'est être « mandarin » que de demander pour les éducateurs du peuple un plus haut niveau de qualification, ce niveau que les meilleurs d'entre eux parviennent à atteindre par un travail harassant à côté de leur activité professionnelle. Il est déplorable que certains professeurs fassent preuve d'un complexe de supériorité vis-à-vis des

instituteurs parce qu'ils ont, eux, bénéficié d'études plus longues. Il l'est tout autant que certains instituteurs tiennent tout les professeurs pour de piètres pédagogues parce qu'ils ont fait des études supérieures. Quant au fond, je maintiens mon opinion : il n'y a pas de politique plus antédémocratique que celle qui consiste à confier l'enseignement « moyen » à des maîtres insuffisamment qualifiés et à instituer une sélection sévère et à instituer une sélection sévère après la classe de troisième, un barrage draconien au baccalauréat ; ce qui est précisément — pour l'un et l'autre point — la politique du gouvernement. — Pierre Aron.

● A propos de l'éditorial : « Où est la clarté »

Charles BRUGIE, Paris-12^e.

Cher Camarade, Je viens de lire votre article : « Où est la clarté ? »

Depuis que Defferre a fait connaître ses intentions de s'allier à la droite pour les municipales et qu'il a eu le toupet de faire exclure de la S.F.I.O. les militants qui refusent de le suivre (et qui ne sont pas pour autant plus purs que lui), j'ai totalement changé d'avis au sujet de sa candidature à la présidence de la République. Je retire donc ce que je vous ai écrit à ce sujet en janvier dernier. Malheureusement, Defferre maintiendra sa candidature bien qu'il se soit coulé dans l'esprit des véritables républicains et alors la gauche va subir un échec retentissant. Il vaudrait mieux ne pas présenter de candidat contre de Gaulle que de souligner notre faiblesse et, par conséquent, la force du gaullisme.

Mais, pourquoi avez-vous joué le jeu hypocrite des autres partis politiques en lui proposant une alliance sous des conditions dont vous saviez qu'il ne les accepterait pas et pourquoi avez-vous proposé une entente à la S.F.I.O. et au P.C. pour dénoncer après l'échec des pourparlers leurs objectifs véritables que vous connaissiez depuis toujours ? Il est tout à fait regrettable que vous n'ayez, comme les partis traditionnels, considéré que l'aspect électoral de l'action politique. C'est ce qui a perdu le P.S.U.

Il a, peut-être, une chance de redresser une situation si fortement compromise, du fait qu'il s'est toujours refusé à pactiser avec la droite. C'est un élément favorable et très important qui peut, à la longue, effacer le souvenir de ses erreurs et de ses dissensions, à la condition, toutefois, qu'il soit le point de départ d'une attitude nouvelle, celle qu'expose Pierre Precias dans la lettre que T.S. vient de publier. Non seulement le fond correspond à mes propres vues, mais j'ai la satisfaction de constater que, pour la première fois, vous consentez à rendre publiques des thèses qui sont à l'opposé de l'action passée du parti dont vous avez la responsabilité et que vous en proposez la discussion (de même que le Courrier du P.S.U. a osé reproduire des lettres violemment hostiles à la majorité (Badiou et Raoul).

Precias émet, notamment, un avis que j'ai moi-même exprimé depuis fort longtemps, à savoir que le P.S.U. a voulu, trop vite, prendre rang dans la compétition politique. Il fallait, patiemment, sans tapage, travailler les esprits sans viser à des succès électoraux immédiats. J'ai dit, à vous et à Depreux, comment je concevais cette action. Je suis sûr d'être dans le vrai sur les principes sinon sur les modalités de cette action qui restent à discuter. Consentirez-vous, dirigeants majoritaires et minoritaires à tenter cette expérience de révision ? Vous le devriez car il saute aux yeux que les méthodes suivies jusqu'à ce jour ont fait faillite. Peut-être, débarrassés des préoccupations électorales immédiates, parviendriez-vous à mieux vous entendre sur les objectifs à long terme d'où seraient éliminées les perspectives du succès personnel, qui déterminent les oppositions. Je me reprends, sans trop d'illusions, à espérer.

N.D.L.R. : Je ne puis laisser dire que nous avons joué un « jeu hypocrite » en posant à Gaston Defferre un certain nombre de questions claires et précises, relatives à ses propositions qui nous semblaient confuses et vagues. Le P.S.U. se devait de poser ces questions qui se rapportaient à son exigence sur le programme. Ce qui était important c'étaient les réponses ou le refus de répondre de G. Defferre.

De la même manière, dans les discussions préliminaires à toute liste d'union de la gauche, nous avons toujours insisté sur la priorité que nous donnions à l'accord sur le programme. De cette manière, nous entendons peser sur le comportement politique de nos partenaires. C'est en fonction de leur réponse à nos propositions que nous serons amenés à examiner les futures positions politiques de notre parti.

Tel était l'état d'esprit de mon article « Où est la clarté ? ». La discussion demeure ouverte sur ce sujet. Je suis certain que le P.S.U. aura tout intérêt à ne pas esquiver ces problèmes. — Harris Puisais.

COMMÉMORATION

| Il y a 3 ans au métro Charonne

Il y a trois ans, le 13 février 1962, des centaines de milliers de Parisiens, au cours d'obsèques grandioses, de la République au Père-Lachaise, élevaient une solennelle protestation et rendaient un émouvant hommage à ceux qui étaient tombés le 8 février, alors que des dizaines de milliers de Parisiens manifestaient contre les attentats meurtriers de l'O.A.S., la complicité du pouvoir, la poursuite de la guerre d'Algérie.

Au cours de cette manifestation pacifique, Anne Godeau, Fanny Deverpe, Suzanne Martorell, Daniel Féry, Jean-Pierre Bernard, Edouard Lemarchand, Hyppolite Pina, Maurice Pochard, Raymond Wintgens trouvaient la mort au métro Charonne, sous les coups de la police.

Le pouvoir gaulliste, responsable des violences de Charonne, n'a toujours pris aucune mesure pour rechercher et punir les coupables, il n'a toujours pas accordé réparation aux familles des victimes et aux blessés du 8 février.

Les travailleurs, les enseignants, les étudiants, la population de la région parisienne ont marqué leur solidarité aux victimes et leur sont restés fidèles. Ils ont continué leur combat con-

tre la réaction, les tentatives fascistes, pour le bien-être, la paix et la démocratie.

Pour ces raisons : — les Unions des Syndicats de la Seine et de Seine-et-Oise C.G.T. ; — l'Union Régionale Parisienne C.F.D.T. (C.F.T.C.) ; — l'Union Départementale des Syndicats de la Région parisienne F.O. ; — le Syndicat de l'Enseignement de la Région parisienne et la Section Seine-et-Oise de la F.E.N. ; — l'Union Nationale des Étudiants de France les appellent à se rendre en de larges délégations samedi 13 février 1965, à 15 heures, au cimetière du Père-Lachaise, pour fleurir la tombe de nos camarades.

Rendez-vous à 14 h. 45, rue des Rondeaux, entrée du cimetière du Père-Lachaise.

Les Fédérations de la Seine du Parti Socialiste Unifié, les Étudiants Socialistes Unifiés et les Jeunesses Socialistes Unifiées ont fait connaître qu'elles s'associaient à la déclaration des organisations syndicales de la région parisienne.

Churchill et la fin d'une époque

Wilson et les problèmes d'aujourd'hui

DES millions de Britanniques ont rendu un dernier hommage à Winston Churchill, le personnage « légendaire », le héros de la vieille Angleterre tiendra dans l'histoire une place aussi grande que celle de Nelson ou de Wellington.

La fin d'une époque

Cet illustre nonagénaire est indubitablement lié à la vie de son pays ; Bevan avait dit de lui : « La guerre le sauva de l'oubli politique et lui donna des ailes. » C'est indiscutable, mais il est sûr aussi que la popularité de Churchill était fonction du traditionnalisme qui caractérise la société anglaise. Cet aristocrate, sportif, artiste, mais aussi autoritaire, était britannique jusqu'au bout des ongles. La bourgeoisie anglaise se reconnaissait en lui et le peuple admirait ce grand homme qui reflétait si bien les traditions ancestrales de son pays...

Cependant, « il était devenu le personnage symbolique invoqué pour ranimer la mémoire d'une grandeur passée et pour entretenir les illusions d'une grandeur nationale qui aurait dû être abandonnée », écrivait le *Sunday Mirror* le 17 janvier. Ainsi apparaît par contraste le malaise de la société britannique dans cette deuxième moitié du XX^e siècle : elle célèbre le 707^e anniversaire du Parlement. Elle fait des obsèques nationales à Churchill pour revivre sa grandeur passée, pour que les hommes d'Etat et les souverains venus s'incliner devant la dépouille du « vieux lion » témoignent par là même de la grandeur de la vieille Angleterre... C'est d'autant plus vrai que Churchill était étranger aux problèmes du monde moderne et n'était pas soucieux de s'adapter à la société nouvelle. Il était l'homme d'un passé révolu. « La disparition de sir Winston marque la fin d'une époque », déclarait récemment le premier ministre à la Chambre des Communes. Cette remarque pertinente, qui émerge d'un flot de louanges et de regrets, prend dans la bouche de Wilson une signification rendue plus vivante encore par la situation dans laquelle il se trouve placé.

Le cap des 100 jours

En effet, le gouvernement travailliste, qui vient de franchir le cap des cent jours, vit la rude expérience d'une équipe arrivée au pouvoir en pleine crise économique et qui se heurte, pour promouvoir les réformes indispensables, au poids très lourd du conservatisme et de la tradition. La ma-

rité restreinte dont dispose Wilson ne lui facilite guère la tâche. Il faut dire que cette majorité a été encore réduite à la Chambre de 5 à 3, après l'échec de M. Gordon Walker, qui a perdu les 8.000 voix d'avance dont disposait son parti dans sa circonscription.

Ce soutien décevant de l'opinion s'explique à la fois par le peu de succès remporté en politique étrangère et par des difficultés sérieuses sur le plan économique et monétaire.

Le poids de la tradition

Les travaillistes n'ont guère bouleversé la politique étrangère de la Grande-Bretagne : ils apportent une aide militaire importante à la Malaisie contre l'Indonésie, ils restent hésitants face à l'Europe et maintiennent leur alliance préférentielle avec les Etats-Unis. Ils ont juste obtenu la mise en frigidarium de la M.L.F., mais leur marge de manœuvre vis-à-vis de Washington reste étroite dans la mesure où ils ont besoin de l'appui du dollar pour enrayer la crise du sterling. Il y a bien une petite ouverture vers la France : l'hypothèse a été écartée de l'abandon unilatéral du Concorde, à condition que soit exercé un contrôle rigoureux sur le développement du coût de cette construction. Le gouvernement a, en effet, réalisé sous la pression des organisations syndicales, ouvrières et patronales, qu'il s'agissait du sort d'une industrie employant 200.000 personnes et qu'il était impossible pour un grand pays, d'une part de renoncer à cette industrie et, d'autre part, d'en financer seul les énormes investissements. C'est ce qui explique l'impérieuse nécessité pour la Grande-Bretagne de se tourner vers l'Europe et, en particulier, vers la France. Le Concorde verra donc le jour. Des études seront menées conjointement avec notre pays pour la construction d'un chasseur à décollage vertical. Mais les grosses difficultés actuelles se situent au niveau de la politique intérieure. La City fait la guerre au gouvernement travailliste : c'est la fuite des capitaux, le refus d'investissements, la spéculation contre la livre. Le gouvernement, qui ne cherche pas visiblement à s'aliéner les milieux financiers, tend, dans les premières semaines, à les amadouer, et prend diverses mesures pour freiner la crise du sterling et éviter la dévaluation : recherche d'économies dans les dépenses publiques, surtaxe de 15 p. 100 sur les importations, hausse du taux de l'escompte de 5 à 7 p. 100, emprunt de trois millions de dollars auprès des banques étrangères.

Même l'appui des milieux financiers du monde entier, même les promesses du Président Johnson de tout mettre en œuvre pour éviter une dévaluation de la livre, ne parviennent pas à rassurer la puissance occulte de la City. C'est « le mur d'argent » qui essaie de contraindre le nouveau gouvernement au suicide. La haute finance sait fort bien, en effet, qu'Harold Wilson tentera d'éviter la dévaluation qui, aux yeux de la grande masse conformiste, équivaut à un suicide politique ; elle sait aussi qu'en menant une politique déflationniste, le premier ministre freine l'expansion et fait tomber le taux de croissance de l'économie, d'où un blocage des salaires, une augmentation du chômage avec toute l'impopularité consécutive à de telles mesures.

Ainsi se manifeste le poids de cette bourgeoisie et de cette aristocratie britanniques, imbues de leurs prérogatives de classe et décidées à tout pour faire échouer les indispensables réformes promises par les travaillistes.

Chacun joue son jeu

La technique du « mur d'argent » est connue depuis longtemps et les travaillistes ont encore à l'esprit le souvenir cuisant de leurs premières expériences gouvernementales avec Ramsay MacDonald.

Aussi, Harold Wilson, pour éviter le double piège qui lui est tendu, n'a-t-il pas d'autre solution que celle de reprendre l'offensive. Et il ne peut le faire qu'en restant fidèle à lui-même, et en tenant ses promesses électorales, c'est-à-dire en renationalisant l'industrie de l'acier, en mettant en place la réforme fiscale, celle de la municipalisation des terrains à bâtir et surtout une véritable politique de planification et de modernisation de l'économie.

Certes, il a une majorité restreinte, certes l'opinion publique est perturbée, mais il n'a de chance de survivre qu'en allant de l'avant. La preuve est aujourd'hui faite aux yeux des Anglais conscients que le pouvoir est réellement détenu par les banquiers et les hommes d'affaires de la City.

Souhaitons que Harold Wilson et son équipe se montrent plus audacieux pour en faire, aux yeux du peuple, la démonstration et pour imposer les réformes de structures indispensables à l'instauration d'une véritable démocratie économique et politique.

Ils savent, après les échecs de leurs aînés, que le succès de leur expérience est à ce prix.

Gérard DENECKER.

CAMPAGNE D'AFFICHAGE

Au moment où, partout en France, les sections et fédérations du P.S.U. participent aux discussions préliminaires à la constitution des listes pour les élections municipales de 1965, nous avons estimé nécessaire de rappeler, à la page 12 de « T.S. », le mot d'ordre du parti qui appelle à l'union des forces populaires et socialistes et recommande la formation de listes communes de toute la gauche.

C'est pourquoi nous prenons l'initiative de réim-

mer volontairement les deux affiches déjà parues les 2 et 9 janvier.

Mais nous demandons à tous les militants du parti et à tous les lecteurs de « T.S. » de bien vouloir, après lecture du journal :

- Découper la page 12 ;
- la coller au meilleur emplacement possible.

TOUS, AFFICHONS LA « 12 » DE « T.S. »

- de ce numéro ;
- du prochain numéro.

MUNICIPALES

Liste P.S.U.-P.C. à Reims

Il y a 10 mois, la section P.S.U. de Reims demandait aux sections du Parti communiste et de la S.F.I.O. de s'entendre, à partir d'un programme élaboré en commun, pour la formation d'une liste de gauche.

Après diverses péripéties, la S.F.I.O. préférerait s'engager avec le M.R.P. et les Indépendants. On dit même que certains militants S.F.I.O. ont rendu leur carte, choisissant de quitter leur parti, plutôt que cautionner une telle opération.

Devant cette situation, les sections P.S.U. et P.C. décidaient de présenter une liste comprenant 22 membres du P.C., 8 P.S.U. et 7 personnalités n'appartenant ni à l'un ni à l'autre parti, mais choisies à l'agrément des deux. Cet accord est maintenant réalisé.

Trois listes s'affronteront : une liste U.N.R. conduite par Taittinger, une liste centriste (S.F.I.O.-M.R.P.-Ind.), une liste de gauche.

La liste P.S.U.-P.C. a prévu quatre réunions pré-électorales portant sur l'enseignement et les problèmes culturels, le logement et l'urbanisme, la santé et l'aide sociale, les finances locales. Elles seront ouvertes à tous les organismes, syndicats, groupes culturels, associations familiales, intéressés par une gestion démocratique de la municipalité. En cas de succès de la liste de gauche, elles trouveront un prolongement dans des commissions extra-municipales dont la création a été jugée indispensable par les deux partis.

La bagarre est engagée...

L. Lapiere.

Élection triangulaire à Bordeaux

A Bordeaux, les élections municipales seront triangulaires. Outre la liste menée par Chaban-Delmas et comprenant des U.N.R., des indépendants et des radicaux, une autre liste de droite brigue les suffrages des électeurs bordelais, et cela dans la plus grande confusion : cette seconde liste comprend en effet des hommes allant de la S.F.I.O. à l'extrême-droite, en passant par le M.R.P., les radicaux et les indépendants. Faute de mieux, cette liste s'est donné comme tête un

indépendant de droite, Carde.

Devant cette situation, les fédérations du P.C.F. et du P.S.U. ont décidé la formation d'une liste de gauche, liste comprenant le P.C.F., le P.S.U. et l'U.P.S. La S.F.I.O., engluée dans son alliance avec la droite, a refusé tout contact.

Une situation analogue existant dans les autres villes de la Gironde, la formation des listes P.S.U.-P.C.F. a été décidée par les fédérations des deux partis.

ENTREPRISES

Atteintes aux libertés syndicales chez Panhard

Citroën a la réputation d'une entreprise où les activités syndicales sont difficilement tolérées, où les militants syndicaux sont pourchassés. Cette situation devient aussi celle de l'usine Panhard de Paris (5.000 travailleurs) qui passe de plus en plus sous le contrôle de Citroën et où la direction, sous prétexte de réorganisation, poursuit une politique de compression du personnel, sans tenir compte de l'avis des syndicats. C'est ainsi que, selon les chiffres communiqués au comité d'entreprise, les effectifs ont baissé de 16% depuis juillet dernier. C'est ainsi que Panhard se saisit de tous les prétextes pour procéder à des licenciements arbitraires (suppression de postes en cas de maladie, maternité, etc...). C'est ainsi que la direction s'efforce d'entraver les déplacements des délégués à l'intérieur de l'usine et que M. Y. Pannier, chargé des rapports avec les représentants du personnel, peut déclarer : « Les membres du comité d'établissement n'ont rien à faire dans les ateliers ! »

Aussi, pour protester contre cette situation et attirer l'attention de l'opinion publique, les syndicats C.G.T. et C.F.D.T. de chez Panhard ont organisé récemment une conférence de presse qui a porté sur les thèmes suivants :

— Les répercussions sociales de l'intégration par Citroën.

par écrit les modifications du contrat de travail n'est pas tenue ».

Depuis la rentrée des congés, la société n'embauche plus que sur contrat provisoire de 6 mois maximum. Des ateliers sont réduits à ne faire que 40 ou 42 heures, sans compensation de salaire.

Selon Serge Levêque, secrétaire du syndicat C.G.T. : « Des licenciements, avec les motifs les plus divers, sont faits, lorsqu'on ne peut trouver une sanction, on invoque une prétendue suppression de poste. »

Dans ces conditions, les syndicats proposent :

1°) Que des mesures économiques soient prises pour assurer aux travailleurs le plein emploi, sans réduction d'effectifs, dans l'usine de l'avenue d'Ivry, par l'utilisation rationnelle des moyens de production, la garantie de leur emploi et de leur classification.

2°) Que des discussions s'engagent entre la direction et les organisations syndicales pour aboutir à un protocole d'accord visant à régler les conditions générales des mutations qui ont eu lieu à l'intérieur comme à l'extérieur de l'entreprise.

3°) Que le comité d'établissement soit enfin consulté et informé comme le prévoit la loi sur toute décision économique (transfert de fabrications, études de fabrications nouvelles, etc...) et sur toute modification

COTE BASQUE

Situation difficile aux Forges du Boucau

Les forges tournent encore. Au ralenti, puisque plusieurs ateliers sont arrêtés, mais la date de fermeture complète a dû être repoussée, au 30 juin, dit la Compagnie des Ateliers et Forges de la Loire (C.A.F.L.), propriétaire de l'Usine du Boucau.

Où en est la situation de l'emploi à ce jour ? Une partie du personnel est en formation professionnelle accélérée, à Pau ou à Bayonne. Une autre partie, licenciée, a été embauchée, soit chez Breguet à Anglet, soit à Turbomeca, soit dans différentes petites usines ou ateliers de la région. Enfin, la plus grande partie (1.300 ouvriers, employés et cadres) fait encore tourner les forges.

Que vont devenir ces 1.300 travail-

leurs ? Seront-ils tous reclassés ? Nous pouvons dire non et la C.A.F.L. confirme nos dires, puisqu'elle prévoit qu'au 30 juin 1965, dans 6 mois, 400 à 500 travailleurs devront bénéficier des indemnités de la C.E.C.A. C'est-à-dire que ce seront des chômeurs. Ce seront les plus âgés et ceux atteints d'incapacités physiques diverses, donc les plus difficiles à reconvertir.

Les promesses des Pouvoirs publics s'avèrent encore une fois comme une duperie. Où sont-elles les nombreuses usines qui devraient s'implanter au Boucau ? Où sont-ils les nombreux emplois qui devaient être créés ?

Turbomeca s'installe, il occupera environ 250 « forgerons » au lieu de 400 prévus. On s'est aperçu à Bordes que les sidérurgistes s'adaptent mal au travail et aux cadences Turbomeca.

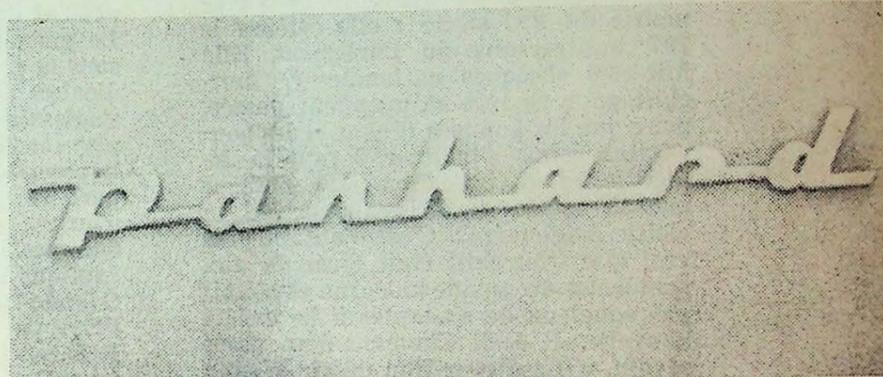
La S.A.T.E.C., usine de produits chimiques, utilisera 100 travailleurs, sur 200 annoncés.

Les différentes autres usines, en constructions, Cassier, Sciba, Cimenterie, Socadour, etc... ne seront pas achevées en juin 1965 et de toutes façons ne pourront utiliser tout le personnel disponible. La plupart des travailleurs « reconvertis » verront leurs salaires diminuer de 10, 15 et même 20%.

Les syndicats se battent vaillamment et avec eux tout le personnel des Forges. Mais la C.A.F.L. et les Pouvoirs publics paraissent décidés à fermer l'usine considérée comme « peu rentable ».

Les syndicats ont raison de se battre vigoureusement. Une fois de plus, ils peuvent réussir à retarder la fermeture de l'usine, et notre parti les soutiendra dans leur action unie. Mais nous pensons que, face au V° plan gaulliste mis en place par le gouvernement des monopoles, la classe ouvrière, les partis et toutes les organisations de gauche se doivent de préparer en commun un « Contre-Plan », tel que le préconise le P.S.U. et où une véritable expansion régionale pourra être réalisée au profit des couches laborieuses de notre département.

Georges Menaut.



(Photo Thirard)

— Les entraves au fonctionnement du comité d'établissement.

— Les atteintes aux libertés syndicales.

En ce qui concerne le premier point, les délégués du comité d'entreprise ont rappelé que depuis 1955 Citroën souscrivait dans la Société des Anciens Etablissements Panhard et Levassor, Panhard participant à la production des 2 C.V. puis des 3 C.V. Citroën. Mais c'est depuis l'année dernière que la Société Citroën joue un rôle essentiel dans la « réorganisation » de Panhard. Des services complets sont dissous sous le prétexte de fusion avec Citroën ; le personnel de ces services est muté chez Citroën, sans savoir sous quelles conditions, quels seront les avantages ou les désavantages qu'il aura.

A la dernière réunion du comité central d'entreprise, aux questions des représentants du personnel (qui siègent pour les usines de Paris, de Reims et d'Orléans), M. Jean Panhard s'est contenté de répondre : « Nous sommes une filiale Citroën, nous ne pouvons résister économiquement... nous avons les habitudes Panhard, maintenant nous calquons les habitudes Citroën. »

Fâcheuses habitudes. Actuellement, toutes les personnes atteignant 65 ans sont licenciées d'office ; les ouvriers malades ou accidentés sont avertis que leur poste est supprimé et que la société se trouve dans l'obligation de rompre le contrat qui les lie ; les jeunes revenant du service militaire ne retrouvent plus leur place ainsi que les femmes relevant de maternité ; les travailleurs immigrés sont licenciés pour défaut de carte de travail. Les syndicalistes soulignent que « dans aucun cas la convention collective n'a été respectée : mutations, malades, accidents du travail, femmes retour de maternité, etc... L'obligation de notifier

des conditions touchant soit l'ensemble, soit une partie du personnel (aménagements d'horaires, créations ou suppressions de services, etc...).

4°) Le respect et l'extension des libertés syndicales.

Evoquant les entraves aux libertés syndicales et les nombreux procès qui en ont résulté avec la direction de Panhard, les difficultés que rencontrent de plus en plus dans l'exercice de leur mandat les délégués du personnel et les membres du C.E., Maurice Vilandrau, secrétaire du syndicat C.F.D.T., déclarait : « Notre inquiétude est grande et justifiée, à elle seule, cette conférence de presse, car conscients des difficultés que connaissent nos camarades de Citroën, nous voyons, jour après jour, se manifester les mêmes symptômes d'abus d'autorité. »

Et il concluait :

« Cette phrase que nous avons relevée d'une session d'information du personnel de maîtrise Panhard en février 1963 exprime clairement les positions du patronat de notre époque : « Les représentants du personnel ne doivent pas se considérer comme des représentants ou des militants syndicaux. »

« En avril 1962 fut créé le « Comité pour la défense des libertés syndicales chez Simca ». De nombreuses personnalités ont soutenu notre action.

« Nous déclarons aujourd'hui notre volonté de redonner vigueur à ce comité en le saisissant des atteintes aux libertés syndicales chez Citroën-Panhard. »

A travers l'exemple de Panhard et de son absorption par Citroën, c'est tout le problème des conditions dans lesquelles s'effectuent les concentrations capitalistes qui est posé. C'est aussi le problème de la reconnaissance des droits syndicaux dans l'entreprise.

Conférence syndicale européenne

Les représentants des Conférences syndicales du Marché commun adhérentes à la C.I.S.L. viennent de se réunir à Bruxelles les 4 et 5 février. F.O. y représentait la France.

La conférence a adopté un programme d'action pour les six pays de la Communauté Européenne. Ce programme comporte l'application de semaine de quarante heures en 5 jours avec le maintien du pouvoir d'achat correspondant à la durée actuelle de travail, la généralisation de la quatrième semaine de congé à qui devrait s'ajouter une substantielle indemnité de vacances, la garantie du salaire complet en cas de maladie ou d'invalidité.

En outre, les organisations intéressées entendent lutter pour aboutir à de véritables conventions collectives européennes.

Ajoutons que dans un certain nombre de pays comme la France de tels objectifs ne peuvent être atteints que par une action commune englobant aussi les syndicats adhérent à la F.S.M. et à la C.I.S.C.



CUBA SOCIALISTE

UN REPORTAGE EXCLUSIF
DE Harris Puisais

1. - Chroniques de la vie quotidienne

• Un peu d'histoire

Les luttes pour l'indépendance datent de 1826. Le premier héros fut José Martí en 1895. Comme Castro, en 1959, il débarqua en Orient, gagna la montagne et en appela au peuple. Il fut tué au combat.

A l'occupation espagnole succéda en 1898 l'occupation américaine.

Elle imposa les chefs de gouvernement et brisa les révoltes libérales.

Elle enrichit du sucre cubain et des ventes de produits américains les hommes d'affaires et les gangsters. De la dictature de Machado à celle de Batista, les U.S.A. crurent toujours que la force primait le droit, qu'on pouvait tout acheter, et que le vice était roi.

Ils le croient encore... mais plus pour Cuba. Ils espèrent pourtant!

Les bateaux U.S.A. croisent à trois milles de Cuba. On les voit à l'œil nu. Ils espionnent Cuba avec des lunettes spéciales. On dit qu'ils photographient ainsi les passants du Front de Mer en même temps qu'ils pointent les entrées et les sorties du port, et que de temps en temps ils recueillent les barques empruntées par des Cubains qui veulent s'exiler.

Pour eux, la terreur règne dans l'île. Castro est un « affreux » communiste, les Soviétiques sont les maîtres, les prisons débordent, le peuple est misérable, la révolte gronde et Dieu fera le reste.

Le pire pour les U.S.A., c'est d'avoir tort... mais ça devient une habitude. Nous en reparlerons.

• La Havane et Cuba

La Havane (1.200.000 habitants) est située dans la plus petite province de l'île. Elle absorbe (Castro dans son discours du 2-1-65) 43 p. 100 du revenu total du pays et 43 p. 100 des salaires versés à Cuba.

Cette disparité est un des problèmes que le gouvernement a à résoudre.

La Havane (Habana) est mal située par rapport aux autres provinces. Mais l'histoire a créé cette anomalie. Il faut maintenant s'y adapter. Là sont les ministères, les administrations, les grandes entreprises, les ambassades, les grands hôtels, les beaux quartiers, les larges avenues, les parcs magnifiques... les habitudes, aussi! Toutes les vertus et les défauts d'une capitale. Toutes les contradictions aussi. C'est la ville la plus bourgeoise qui doit s'adapter aux structures du régime socialiste.

• Le travail à Cuba

Il n'y a plus de chômage. Tout le monde travaille. Mais il m'a semblé que les retraités étaient bien jeunes... et que le plus souvent ils faisaient un autre « petit métier ».

A La Havane, on travaille beaucoup dans les bureaux. Ce gonflement anormal des services administratifs est mal vu du public et la « lutte contre le bureaucratisme » est la proie des caricaturistes et le mot d'ordre du Parti. Castro veut y remédier, mais il précise : « Combattre le bureaucratisme ne signifie pas combattre les employés de bureau, mais l'esprit bureaucratique, la méthode et la philosophie bureaucratiques, l'idée que les problèmes se résolvent subjectivement du fond d'un bureau. »

On travaille huit heures par jour, six jours par semaine. Mais il n'y a pas de règle absolue et à l'image des gouvernants, bien des responsables ne comptent ni les heures ni leur peine. Et nombreux ceux qui, après leur travail, participent à une tâche collective (Parti, syndicat, éducation, milice...).

Un ouvrier gagne en moyenne 100 pesos par mois. Une institutrice 113 pesos. Un fonctionnaire de l'Institut d'Amitié : 160 pesos. Un journaliste : 180 pesos. La vie est assez chère si l'on compare les prix au tarif officiel du peso qui est l'égal du dollar : 1 peso = 5 F environ. Mais ce cours est artificiel. On peut estimer que le peso = 2 à 3 F. Mais en revanche les produits de première nécessité sont moins chers qu'en France. Ils sont plus rares également et l'équilibre ainsi réalisé permet aux travailleurs

de vivre sans luxe mais suffisamment pour manger régulièrement, s'habiller plus rarement et se distraire sans excès.

Bien entendu, les professeurs, les artistes, les ingénieurs... gagnent plus (certains atteignent 500 pesos) et vivent différemment, mais leurs besoins sont vite saturés. Ceux-là ont souvent une voiture, une maison plus accueillante et vont plus souvent au restaurant (3 pesos minimum par personne, 6 à 8 pesos dans les restaurants de luxe). Beaucoup sont bourgeois ou fils de bourgeois, leur problème est de s'adapter au socialisme en perdant la nostalgie du passé et en s'intégrant à la société nouvelle.

• Les deux problèmes des travailleurs

Le rationnement et le logement.

Les Cubains ont une carte de rationnement. Pour la viande, le beurre, le sucre, le lait... les chaussures et les vêtements (pour Noël, seuls quelques sous-vêtements étaient en vente libre). Disons qu'une famille peut se nourrir très correctement sans, bien entendu, faire des excès et sans trop varier les menus. Le lait est peut-être ce qui manque le plus.

Par contre, il est impossible d'inviter des amis à dîner à la maison. S'ils

vailleurs méritants et chargé de famille, mais pour un petit nombre, et la question se pose de savoir si cette construction n'a pas été en réalité trop coûteuse pour un nombre insuffisant de logements et si, avec les mêmes crédits on n'aurait pas pu construire plus. Castro lui-même le dit volontiers à ses visiteurs. Il faut évidemment, pour être objectif, dire que Cuba ne possède pas encore d'industrie de construction suffisamment développée. Il y a peu de cimenteries, peu d'usines de préfabriqués et de construction d'appareils sanitaires. Quand celles-ci, qui commencent à s'installer, pourront distraire une partie de leur fabrication pour les logements et ne pas la réserver seulement aux installations industrielles, alors seulement une solution viable sera apportée à ce « mal du siècle » que nous connaissons bien, hélas! en France.

Le secteur rural, en ce domaine, commence, lui aussi, à obtenir des résultats. A l'initiative des coopératives et des jeunes du peuple se construisent des villages équipés qui pourront servir de constructions pilotes partout où va naître une industrie nouvelle, où va se concentrer une communauté de travail.

Mais on reverra longtemps encore les petites maisons blanches à toit de palmier, des « bohios » où, sur la terre

nous l'exemple du programme d'une semaine à La Havane :

A la cinémathèque : « Fantômas », film français tourné en 1913 par Louis Feuillade. Sur les écrans, Marilyn Monroe a la grande vedette, Danielle Darrieux joue « L'Amant de Lady Chatterley » et Michèle Morgan est à « L'Ombre de la guillotine ». « Le Prince Vaillant » fait le plus de recettes. Et les films tchèques, bulgares, soviétiques sont nombreux. Les Italiens ont la vogue : Antonioni chez les intellectuels, « Divorce à l'italienne » et « Sédulte et abandonnée » chez le plus grand nombre de spectateurs. On va jouer « Les parapluies de Cherbourg » qui se nomment là-bas « Los Paraguas de Cherbugeros ».

Au théâtre : « Ubu-Roi », d'Alfred Jarry se joue au guignol, « Lope de Vega », « Andersen... » et « Arsenic et vieilles dentelles » sont à l'affiche, ainsi que « L'Avare », de Molière, joué par les étudiants. Le théâtre lyrique présente « Maria la o », une opérette dite « zarzuela », fort bien chantée du reste, avec un baryton ventru comme à l'Opéra-Comique, mais avec, chose amusante, le couplet le plus populaire descendu des cintres, inscrit sur de vastes panneaux pour être repris en chœur par un public fervent... qui chante juste.

Le répertoire est assez pauvre et le principe de l'alternance non appliqué. Les places sont bon marché (1 pesos) et le public est populaire. Il marche! comme on dit.

Le peuple des quartiers périphériques improvise, lui, sur des estrades montées à la hâte, ces danses afro-cubaines où, au rythme des bongos, se retrouve la source originelle de l'Afrique ancestrale. Certains quartiers sont connus pour leur mysticisme et leurs rites inspirés du Vaudou, où la danse conduit à l'état de transe.

Les « gens biens », de passage ou de professions — diplomates ou visiteurs — sont conviés le soir aux shows hérités des U.S.A. Chaque hôtel a le sien. On voit les mêmes à Paris. Et il n'y a finalement pas grand-chose d'original. Bruno Coquatrix, de l'Olympia, rapportera l'été prochain le rythme à la mode. On le nomme « Mozambique ».

La nuit, les bars et boîtes de nuit font chatoyer leur néon, mais on semble s'y ennuyer fort. Le « Cuba libre », mi-rhum, mi-coca-cola, made in Cuba, est servi pour deux pesos, mais on rencontre peu d'ouvriers — surtout des fonctionnaires ou des étrangers. On en fermerait la plupart que je ne verserai pas un pleur. Ironie du sort. Un soir à Santiago, pour entrer dans un cabaret spectacle, il a fallu montrer sa carte de travailleur... et payer 6 pesos d'entrée et de consommation. Disons que là, l'habitude capitaliste l'emportait sur la réalité socialiste. Nous ne sommes pas entrés.

J'emporte un souvenir attendri de la place de Santa Clara où, autour d'un kiosque à musique, jeunes gens et jeunes filles tournent en sens inverse, bousculés par les jeunes patineurs à roulettes, cependant que dans un coin qui leur semble réservé, les « vieux » à chapeau commentent leur passé... « des contre-révolutionnaires », m'a dit mon guide... mais ils me font que discuter. Alors! »

Ce sont sans doute de ces mêmes vieux dont me parlait une jeune Noire en me disant que la discrimination raciale existait encore. Les jeunes n'en ont cure, brassés à l'école ou dans les travaux collectifs, mais bien des parents blancs ont gardé le défaut de leur passé et n'acceptent pas l'égalité des races, le travail égal — le même autobus ou le couple bicolor. La génération qui disparaît emportera cette séquelle avec elle et c'est heureux... Pauvres Américains qui n'avez rien compris à cette vérité humaine et qui persistez encore dans votre méprisable sectarisme, comme je vous plains et comme je partage la peine et la rage de nos frères noirs en quête de dignité!

La semaine prochaine :

Suite des chroniques de la vie quotidienne : La milice, le sport, les transports, la presse, la vie religieuse, les enfants, la propagande...



• Un peu de géographie

Cuba (111.000 km² longueur : 1.200 km ; largeur maximum : 200 km, minimum : 35 km. Population : 7 millions d'habitants dont 30 p. 100 de Noirs, 30 p. 100 de Blancs, 40 p. 100 de Mulâtres. Située à 160 km des U.S.A.)

viennent... c'est après les repas. La pénurie entraîne donc les « queues » et celles-ci sont une des sources d'inspiration des caricaturistes. La satire y trouve son compte.

Les tissus sont rares et chers. Mais le soleil aidant, les besoins vestimentaires sont limités. L'ingéniosité et le système D font le reste et les élégantes cubaines de La Havane ou de Santiago sont fort belles.

Le logement pose, lui, un plus grave problème. Non par son coût, mais par sa rareté. Les appartements cossus de La Havane, désertés par leurs propriétaires exilés aux U.S.A. ont été la plupart occupés par des fonctionnaires ou par du personnel des ambassades. Si des locaux sont vides, ce sont bien plus d'anciens magasins que d'anciens appartements.

A la frange de la ville proprement dite, les maisons basses, jaunes ou roses, abritent la plus grande partie des travailleurs. Peu de pièces pour beaucoup d'habitants. Mais depuis 1959, les plus mal lotis, noirs pour la plupart, sont quand même mieux logés. Et ils patientent. Les loyers sont peu élevés et supportables pour de bas salaires.

Construit-on beaucoup? Il ne nous a pas semblé qu'un grand effort ait été fait en ce domaine. Certes, La Havane de l'Est dresse ses gratte-ciel en un harmonieux ensemble. Les logements meublés et confortables (4 pièces, s. de b. pour 12 pesos par mois) ont été en priorité attribués aux tra-

battue vivent huit à neuf personnes, éclairées chichement mais heureuses de vivre parce que libres et débarrassées du terrible souci du lendemain sans pain. Sous le soleil cubain, là encore, des maux plus terribles ailleurs, sont supportables. Mais les enfants plus instruits demain ne se contenteront pas de cette situation quasi ancestrale. Et le gouvernement le sait bien qui prévoit un futur plan... « l'année de la construction ».

• Les loisirs

Le Cubain aime chanter et danser. Il boit peu par contre et les cafeterias servent plus de café et de jus de fruits que de bière ou de rhum. Le Cubain est très coquet et sa coiffure, sa chemise blanche et ses souliers cirés sont ses grandes préoccupations. Pour la femme cubaine, nous savions déjà que les bigoudis qu'elle arbore sous un fichu sont le salaire qu'elle paie à la grâce de ses rendez-vous et de ses distractions. Comment se distrair-on?

La télévision existe, avec deux chaînes, la radio avec trois ou quatre postes, mais il n'y a pas tellement de postes. Ils sont très chers (25 pesos) pour une radio. Les télévisions sont très rares et une pièce qui manque... est introuvable.

Il y a le cinéma, le théâtre, les bals, les promenades et le farniente sur les bancs des squares ou les seuils des portes.

Que peut-on voir au cinéma? Pre-

QUE FAUT-IL PENSER DE LA CONFERENCE

Reconstruire l'Europe du XIX^e siècle

RITE bien établi du système gaulliste, la conférence de presse a été si souvent décrite par les peintres du régime qu'il n'est plus besoin d'en rappeler et le cérémonial et le décor. Voici donc pour 1965 les réflexions, les pensées, les desseins qui inspirent et agitent celui que le dernier des Présidents de la IV^e a nommé « le plus illustre des Français ».

Deux grandes préoccupations nous sont exposées. Celles qui se rapportent à l'intendance, nationale et internationale, et que d'autres, plus qualifiés que nous, débattront, et celles qu'il est commun d'appeler de politique étrangère, et qui relèvent de notre analyse. En politique étrangère, donc, deux problèmes retiennent l'attention du général de Gaulle : l'Organisation des Nations Unies et la réunification allemande.

Après un exposé historique qui ne manque ni de force ni de style, le général délivre ses conclusions.

Pour redonner force et vigueur à l'Organisation des Nations Unies, il importe d'appliquer la lettre de la Charte et de revenir à l'organisation primitive du Conseil de Sécurité en y introduisant bien entendu la Chine Populaire.

Comme on le sait, aux termes de la Charte, l'Organisation des Nations Unies comporte un Conseil de Sécurité chargé de la sécurité internationale et pouvant engager les moyens pour la faire respecter, d'une Assemblée qui peut voter des résolutions. Le droit d'agir étant de la seule prérogative du Conseil de Sécurité. On sait que depuis la signature de la Charte, des événements sont intervenus qui ont réduit le rôle et l'importance du Conseil de Sécurité au profit de l'Assemblée. La guerre froide, d'une part, la défaite de Tchang-Kaï-Chek et l'apparition de la Chine Populaire, d'au-



tre part, sont parmi les événements qui contribuèrent à modifier cet équilibre. Par ailleurs, l'arrivée de nouveaux membres a encore accentué l'évolution de l'Organisation.

Ce que voudrait le général, c'est revenir au point de départ, c'est-à-dire rendre aux grandes puissances leur responsabilité dans la conduite de la guerre

et de la paix, en fait d'en faire, sous le contrôle de l'Assemblée les leaders de la planète. Pour arriver à faire triompher sa thèse, le général propose une conférence à cinq qui réunirait à Genève les U.S.A., l'U.R.S.S., la Chine Populaire, la Grande-Bretagne et la France.

Quand on connaît le peu d'estime que le général porte aux conférences, aux dialogues et à toute forme d'assemblées, qu'elles soient nationales ou internationales, quand on sait, pour les suivre tous les jours, les avatars de la coexistence pacifique mise à l'épreuve de la rivalité entre Russes et Américains, sans parler du contentieux sino-américain, on peut se demander si le général, en faisant cette proposition, n'attache pas plus d'importance à l'exposé historique de la question qu'à sa solution.

Qu'une entente entre les grandes puissances soit une des garanties sinon la garantie de la paix et la condition de survie de l'Organisation des Nations Unies, c'est là une évidence. Encore faudrait-il inciter ces mêmes puissances à régler rapidement et pacifiquement leurs différends. En agissant seule, en organisant au sein du clan atlantique une guérilla diplomatique de tous les instants, il n'est pas certain que la diplomatie gaulliste pousse dans le sens indiqué par son inspiration. Si au lieu de s'efforcer de se hisser au niveau des géants, les nations moyennes, comme la France, essayaient de peser sur les plus fortes, les moyens ne leur manqueraient pas pour activer par des propositions concrètes le règlement des questions litigieuses, elles feraient certes plus pour la paix que toutes les propositions grandioses et vagues des conférences à cinq ou à six.

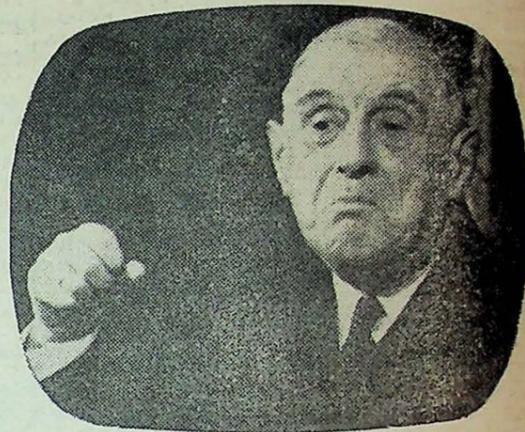
Pour être moins vagues ou, pour employer la terminologie respectueuse en faveur chez les commentateurs de la V^e, « plus sereins », les propos tenus sur l'Allemagne n'en sont pas moins ambigus et chargés d'arrière-pensées. Que dit sur l'Allemagne le général de Gaulle qui ne soit déjà connu de tous, à savoir qu'elle est le problème européen par excellence et que sa réunification ne peut se faire qu'avec lenteur et précaution ?

Mais la méthode avancée par le général pour obtenir ce résultat est intéressante dans la mesure où elle révèle les ressorts de toute sa politique. Pour lui, le problème allemand ne peut être résolu que par le concert des nations de l'Europe, de l'Atlantique à l'Oural, et dans lequel chaque nation débarrassée de la tutelle américaine, d'une part, et du carcan totalitaire, d'autre part, adhère à une nouvelle Communauté européenne.

Autrement dit, après avoir souhaité et préparé l'éclatement de l'O.T.A.N., de Gaulle souhaite l'éclatement du Pacte de Varsovie et la disparition des nations satellites.

En soi la proposition de faire l'Europe de l'Atlantique à l'Oural en éliminant de l'Europe la rivalité U.S.A.-U.R.S.S., n'est pas extravagante. Seule, la méthode pour y parvenir nous semble difficile, dangereuse et probablement impossible.

Souhaiter l'éclatement des pactes et des organisations politiques européennes nées de la situation de 1945 est une chose, le réaliser en est une autre. A l'Est comme à l'Ouest, les choses et les gens ont évolué depuis 1945, des inté-



rêts se sont cristallisés, d'autres sont nés qui rendent plus dangereux tout bouleversement de l'Europe qui donnerait à nouveau carrière aux diverses puissances nationales qui l'agitent. A l'Est comme à l'Ouest, des organisations militaires, économiques existent ; les détruire pour en construire de nouvelles ferait probablement perdre beaucoup de temps et courir de nombreux risques ; les faire se confronter, débattre, organiser des échanges pour arriver bientôt à des organismes serait probablement plus conforme à la réalité, en un mot plus réaliste.

Le drame avec de Gaulle, c'est qu'il veut dans une situation de 1965 et avec les moyens militaires et économiques du XX^e siècle, reconstruire l'Europe du XIX^e.

C'est ce décalage entre, d'une part, les principes et les procédures, et, d'autre part, les propositions et les moyens, qui font apparaître de Gaulle comme unique et original en son temps, et notre diplomatie un conglomérat de vues progressistes, de démarches sourcilieuses, de réactions boudeuses, d'actions réactionnaires, quelquefois mêlées d'entreprises contradictoires. Elle est à l'image de son inspirateur, secrète, vindicative, tournée vers le long terme, environnée de brouillard et de chausse-trappes pour la conduite ordinaire des affaires.

Hors ces propos « sereins » sur la politique étrangère, une question posée par un de nos confrères comme préambule à cette conférence de presse, le fameux : « Comment vous portez-vous ? », est venue nous rappeler, s'il en était besoin, combien ce régime et sa politique, commence, repose et finit avec un homme.

P. A. Maurienne.

CE DE PRESSE DU GENERAL DE GAULLE ?

Un cours d'économie à l'usage des capitalistes

La conférence de presse que le général de Gaulle a tenue le 4 février ressemblait à un cours d'économie politique. Mais pas à un cours sérieux pour étudiants, non ! Plutôt à une démonstration de vendeur à la sauvette. Des généralités, des formules accrocheuses, et voilà tout !

Pour de Gaulle, on le sait, tout est toujours très simple. Il parle comme à des gogos sur le trottoir. La « politique des revenus » ? C'est très simple : c'est la politique économique. Et la politique économique, qu'est-ce que c'est ? Ah ! c'est aussi très simple. Il y en a deux sortes, également dangereuses : le « laissez faire, laissez passer » du libéralisme, la concurrence, qui excite l'esprit d'entreprise, mais qui entraîne « de rudes secousses et une somme énorme d'injustices », et le « système communiste », qui réussit grâce à « la contrainte implacable et la propagande forcenée », et qui d'ailleurs échoue dans le domaine de la consommation, de l'agriculture, de la distribution, « faute de profit pour l'initiative ».

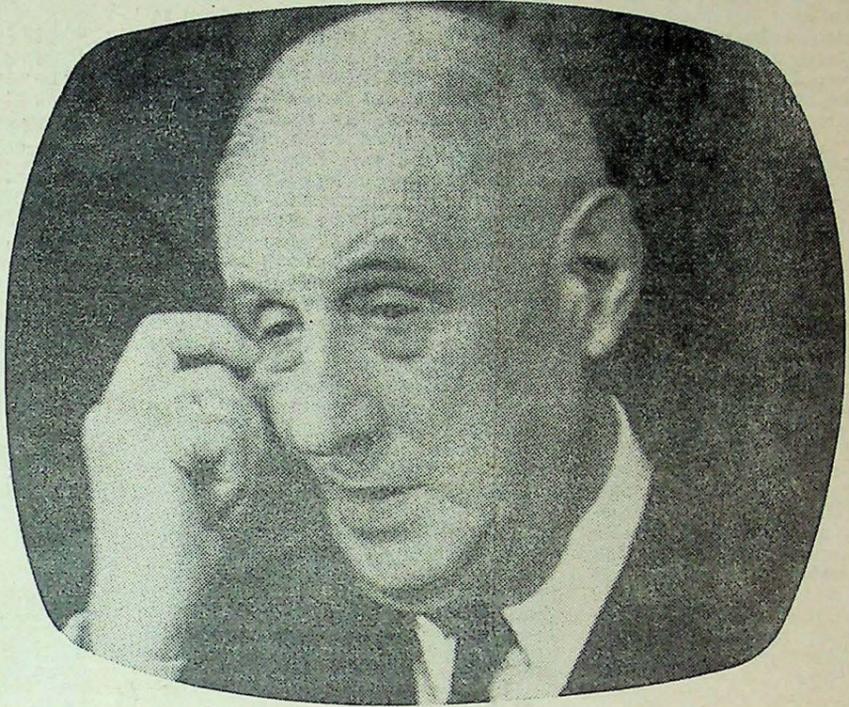
Reste à en trouver une troisième, ce qui est bien facile, d'après le général, car il s'agit simplement de le suivre : à égale distance du libéralisme et du communisme, il y a un autre choix à faire : « conduire notre effort et notre progrès en vue du plus grand rendement, de la plus grande continuité, de la plus grande justice », grâce au Plan « par lequel nous déterminons les objectifs à atteindre, les étapes,

merciaux, salaires et traitements, revenus agricoles, gains des services, prestations sociales ; leurs accroissements relatifs étant, dès lors, évalués en valeur ».

Tout cela est en effet très simple, trop simple — et ce n'est pas nouveau. C'est le chant des sirènes du néo-capitalisme, version pour enfants sages. En somme, il n'y a qu'à accroître le « produit national », le gâteau, et à le partager le plus équitablement possible. Mais comment accroître ce produit sans exploiter indéfiniment le travail salarié ou le petit producteur indépendant ? Qui décidera de la répartition du revenu national ? Et qui permet au général de Gaulle d'assimiler le profit du capital investi au salaire du travailleur ? Il suffit d'entrer un peu dans ces questions pour voir ce qu'il y a d'hypocrite dans cette conférence de presse. Est-ce le Plan qui réglera tout cela ? Mais comment le Plan est-il élaboré ? N'est-ce pas le grand patronat, associé en l'occurrence à des hauts fonctionnaires de l'Etat, qui décide en définitive des objectifs comme des moyens ? Qui décide que la durée du travail ne sera pas réduite au cours des cinq années à venir ? Qui interdit les hausses de salaire, soi-disant pour éviter l'inflation, en réalité pour garantir les profits et l'autofinancement du capital privé ? Qui invite les grandes entreprises à accélérer leur concentration et leur rationalisation sans se soucier des licenciements de travailleurs ? Qui provo-

qu岸 aujourd'hui à la dérive. Ses auditeurs de la presse attendaient peut-être qu'il leur explique quelle politique des revenus il comptait faire, et comment ? Mais son ministre des Finances avait déjà répondu pour lui : des autofinancements d'entreprises capitalistes à haute dose, et une police des salaires, notamment dans le secteur public, pour domes-

l'exemple d'un contre-plan que l'on pourrait, dans le cadre des rapports actuels de propriété, faire une politique beaucoup plus favorable aux salariés. Mais c'est une politique qui mettrait en cause les fondements même du grand capitalisme d'aujourd'hui. Une politique vraiment différente ne serait possible que si un plan (ou plutôt un en-



quer les syndicats et interdire les luttes ouvrières. Voilà tout.

On s'en doute, cette politique des revenus n'aura pas l'approbation des salariés. Mais elle va nous permettre de poser des questions, et la première de toutes est celle-ci : comment se forment aujourd'hui les profits capitalistes, à tous les stades de la production ? Pas les « bénéfices nets », déclarés aux actionnaires, après quantité de déductions, mais les profits bruts, c'est-à-dire la plus-value soutirée aux travailleurs. On verrait, par exemple — et ce sont des données que possède le gouvernement — que lorsque le taux moyen du salaire augmente de 3 ou 4 p. 100, le taux des profits augmente de 10 à 20 p. 100. Voilà la vraie dynamique des revenus, que le général camoufle derrière son économie politique de pacotille.

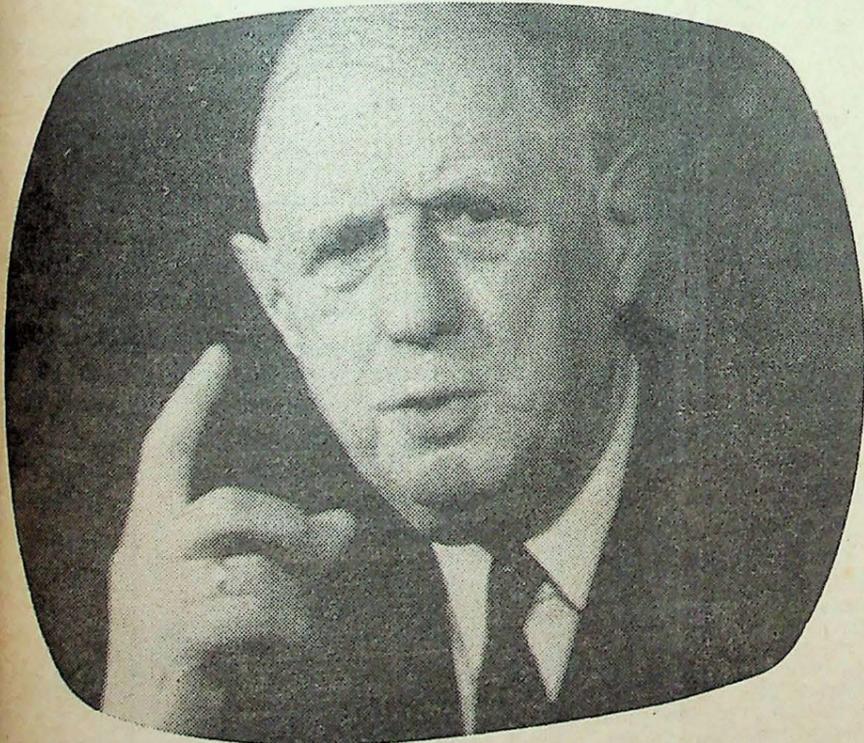
Quand on commencera à publier les données de cette sorte — si on l'ose ! — beaucoup de gens commenceront à comprendre qu'il est temps de remplacer le système du capitalisme par une économie socialiste — non une économie où tout serait décidé par des fonctionnaires et par l'Etat, mais où tout serait examiné et décidé par la société, le public, c'est-à-dire essentiellement les travailleurs et les salariés — 80 p. 100 de la population. En somme, une économie d'où la propriété privée sur les grands moyens de production serait bannie. Un socialisme démocratique utilisant une planification populaire et non technocratique.

Nous avons déjà montré par

semble de plans différentiels) était élaboré à partir d'un secteur public étendu, refoulant le capitalisme privé à des zones marginales. Et si cette planification était élaborée par un pouvoir populaire décentralisé, disposant de toutes les données techniques, économiques et sociales disponibles. Bref, si le pouvoir du grand capitalisme était brisé, si la voie était ouverte au socialisme.

Ce que cherche de Gaulle, c'est tout autre chose, c'est le maintien des privilèges du capitalisme, et en particulier de son symbole n° 1, l'or ! Car en même temps qu'il préconise à l'intérieur une programmation qui fait l'affaire du capitalisme, il propose à l'extérieur une mesure toute différente, mais qui fait aussi l'affaire du capitalisme : le retour à l'étalon-or dans les échanges internationaux. Il faut l'entendre parler de l'or. Il devient lyrique : « Eh ! oui, l'or, qui ne change pas de nature, qui se met, indifféremment, en barres, en lingots ou en pièces, qui n'a pas de nationalité, qui est tenu, éternellement (sic) et universellement, comme la valeur inaltérable et fiduciaire par excellence ! » Or, l'étalon-or, c'est l'essence même du « laissez aller, laissez faire », le barème de la concurrence, le moyen de faire supporter aux peuples pauvres la domination des pays riches, automatiquement ! Programmation capitaliste à l'intérieur, concurrence réglée par l'or à l'extérieur, voilà le programme du gaullisme. Socialisme à l'intérieur, socialisme à l'extérieur, voilà le nôtre.

Pierre Naville.



que des réductions de salaire par diminution des heures travaillées, et suscite du chômage pour contraindre les travailleurs à la docilité ?

A toutes ces questions, le général ne répond évidemment pas ! Pas plus qu'il ne se soucie des grèves qui atteignent le secteur public de son cher Etat. Pas plus qu'il n'envisage comme prioritaire la refonte totale du système d'enseignement,

les conditions ». Il suffit de se tenir à égale distance d'un libéralisme excessif, comme celui que vient de proclamer le C.N.P.F., et des revendications des « champions de la subversion ».

En définitive, il suffirait que la programmation, qui se traduit par des pourcentages, accentue sa portée sociale en s'appliquant aux totaux des diverses sortes de revenus : bénéfiques industriels et com-

VACANCES

L'étalement ou la quadrature du cercle

Verrons-nous bientôt le Français bouleverser complètement sa sacro-sainte habitude et prendre la route des vacances en mai, juin ou septembre? La chose n'est pas impossible.

M. Dumas, secrétaire d'Etat chargé du tourisme, a tenu dernièrement une conférence de presse pour présenter les mesures qu'il compte prendre permettant l'étalement des vacances et qui, par voie de conséquence, éviteraient la paralysie de l'économie française pendant les mois d'été.

Le décalage des congés scolaires : les vacances des écoliers seront décalés d'une semaine entre le nord et le sud de la France. D'autre part, les examens du bac, des brevets industriels ou commerciaux, des C.A.P., seraient terminés avant la fin de l'année scolaire. De plus, seule la moitié des fonctionnaires de l'administration serait en congé au mois d'août.

Le secteur privé. — Dans un certain nombre d'entreprises ont été prévus d'avancer ou de reculer d'un mois les vacances du personnel.

Renault fermerait en juillet. Même chose pour Saviem et Berliet à Lyon. En revanche, les industries textile du Nord et du Pas-de-Calais ne travailleront pas en juin.

D'autres mesures ont été prises concernant les villas et les appartements meublés. Des réductions seront accordées aux vacanciers qui choisiront juin et septembre. La Fédération Nationale des Hôteliers s'est déjà engagée à consentir 25% de remise pendant la période « creuses ». Depuis plusieurs années d'ailleurs, les organismes comme « Le Club Méditerranée », le « C.E.T. » ou « Voir et Connaître » accordent une semaine gratuite aux vacanciers de septembre. On dit même que des dégrèvements fiscaux seraient accordés aux propriétaires qui prendraient

l'initiative de louer leur meublés à la semaine.

M. Pierre Dumas a aussi annoncé que l'activité commerciale de la capitale serait maintenue à 50%. Médecins, pharmaciens, seront présents en nombre suffisants.

A 10 km à l'heure entre Cannes et Juan

Comme on le voit, l'entreprise de M. Pierre Dumas est bien ambitieuse et a le grand mérite d'affronter les problèmes clairement.

En effet, l'étalement des vacances est devenu de nos jours indispensable. Tous les vacanciers d'août en savent quelque chose. Entre le 20 juillet et le 3 septembre, le Sud de la France est embouteillé de Valence à Menton et de La Rochelle à la frontière espagnole. Une chambre sordide dans une vieille rue de Cannes se loue à prix d'or. « Pour un mois ou rien », précise la logeuse. Les hôteliers refusent du monde et trois semaines plus tard ils doivent déboucher leur personnel faute de clients.

A Paris, le désert d'août est légendaire. Tandis qu'on circule à 10 km à l'heure entre Cannes et Juan-les-Pins, au même moment vous pouvez « faire du 80 » rue de Rivoli. Devant les quelques boulangeries restées ouvertes, les files d'attente se forment comme pendant l'occupation, et si vous voulez donner votre chemise à nettoyer, il faut faire des kilomètres avant de trouver le brave teinturier qui a bien voulu « rester-ouvert-août ».

Les mesures de M. Dumas permettront-elles de remédier à cet état de choses? Oui dans un avenir plus ou moins lointain. Mais ce serait une illusion de penser qu'elles aboutiraient dès cette année. Pour que l'étalement des vacances s'organise



(Photo A.D.P.)

Paris au mois d'août...

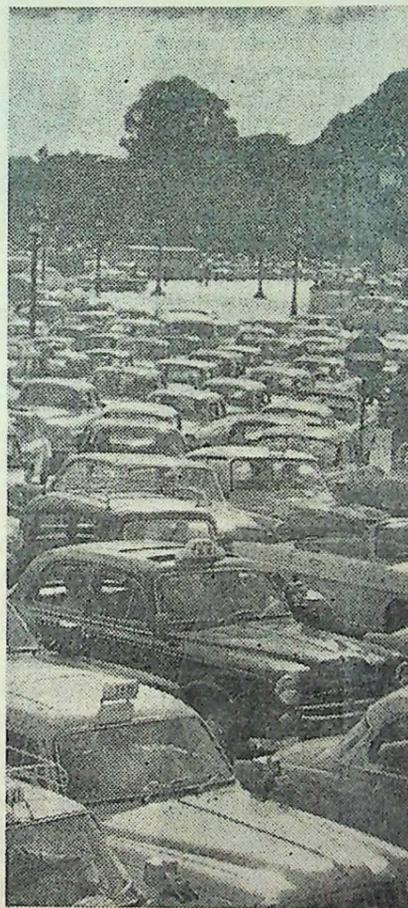
efficacement il faut renverser tout un courant foncièrement établi dans les mœurs françaises, et que toutes les branches de l'administration, de

congés d'une semaine nous paraît une « goutte d'eau » ridicule et qui n'apportera pas ou peu de changement par rapport à la situation actuelle.

De nombreuses branches du tourisme travaillent en fonction des vacances des enfants. En premier lieu l'hôtellerie, les colonies scolaires et les propriétaires des meublés. De plus, liés à ces secteurs, l'on compte les commerçants sur les lieux des vacances : boulangers, bouchers, primeurs, etc. Toutes ses entreprises ne fonctionnent à plein rendement que trois mois par an. En fait, en décalant d'une semaine les congés scolaires, M. Dumas ne règle aucun problème, mais creuse une petite brèche dans les difficultés que connaîtront cette année vacanciers et commerçants.

Au total, ces mesures ne sont qu'une première étape qui doit donner le départ d'une grande campagne en faveur de l'étalement des vacances. Mais encore une fois, au risque de nous répéter, rappelons que seul un large étalement des congés scolaires peut rendre efficace les mesures envisagées par M. Dumas. Bien que ce problème ne soit qu'un volet de cette complexe entreprise.

D. L.



(Photo AGIP.)

...et en septembre.

l'industrie et du commerce participent à cette vaste entreprise. Un seul maillon défectueux et ce serait l'échec. Une tentative isolée ne peut réussir. Renault en a fait l'expérience en 1963; les ouvriers de la Régie restés à Paris en août jurèrent qu'on ne les y prendrait plus. En effet, dans une capitale quasi déserte, le ravitaillement des familles devient un véritable problème.

En 1964, Renault a fait marche arrière et plus de 80 pour cent des ouvriers se sont retrouvés avec leur famille en vacances en août.

Le problème-clé : les vacances scolaires

Dans cette vaste réorganisation des vacances, le problème le plus important à résoudre, et auquel sont liés tous les autres est celui de l'étalement des vacances scolaires.

Or, diviser la France en deux zones : Nord et Sud et décaler les

Découpez en suivant le pointillé et...

venez dans

« votre magasin de sport »

SPORT SERVICE

6, avenue du Maine - Paris-15^e

- 10 % sur les survêtements
- 15 % sur les skis et les bâtons
- 20 % sur les chaussettes et les bottes
- 25 % sur les anoraks et les fuseaux
- 30 % sur les maillots de bain.

GRANDE BRADERIE

JUSQU'AU 15 FÉVRIER 1965

TRIBUNE Socialiste

HEBDOMADAIRE DU
PARTI SOCIALISTE UNIFIÉ
Directeur politique :

HARRIS PUISAIS

Rédacteur en chef :
ERIC BERGAIRE

● Administration : 54, bd Garibaldi Paris (XV^e) Tél. : SUF 19-20

● Rédaction : 81, r. Mademoiselle Paris (XV^e) Tél. : FON 22-60

● Publicité : Geneviève Mesgulcho 6, Avenue du Maine Paris-14^e Tél. : LIT 19-39. Pub. Littéraire: 71, r. des St-Pères, Paris

Abonnement : C.C.P. Paris 5826-65

6 mois 18 F
1 an 35 F
Soutien : à partir de .. 70 F

Changement d'adresse : 0,50 F.

Directeur de la publication :
Roger CERAT.

LES IMPRIMERIES LAMARTINE S.A.
88-61, rue La Fayette
Paris (9^e)

DÉBAT

La lutte socialiste à la campagne

Point de vue de la base et particularismes locaux

L'initiative de la Fédération du Gard, ouvrant parmi ses militants la discussion sur mes deux articles de « T. S. » (217-218), mérite incontestablement d'être reprise et élargie. Reprise par d'autres fédérations de régions rurales, élargie à des militants agricoles non-membres du parti. Le texte de la Fédération du Gard met l'accent sur certaines difficultés de compréhension, il souligne la nécessité de mieux préciser certaines questions et notamment le caractère interne du mouvement coopératif qui n'avait été qu'esquissé lors de cette étude.

Les articles soumis aux lecteurs de « T. S. » ne représentaient pas un point de vue individuel, ils avaient été discutés avec un certain nombre de militants syndicalistes paysans, membres ou sympathisants du parti, ils reflétaient assez fidèlement les conclusions auxquelles sont arrivés, en particulier, les militants agricoles du Sud-Ouest toulousain et de l'Ouest dont on sait qu'ils représentent, au sein de la mosaïque politique qu'est le syndicalisme agricole, la tendance la plus proche des conceptions politiques générales de notre parti. Il s'agit de vastes provinces, vouées à des productions « de masse » — lait, viandes, céréales — beaucoup plus représentatives de la situation générale de l'agriculture française que la petite région naturelle sur laquelle s'appuie l'expérience de nos camarades du Gard. Leurs points de vue sur les deux aspects fondamentaux de leur critique — possibilités de survie de l'exploitation familiale et caractéristiques du syndicalisme — sont l'un et l'autre le reflet de cette situation particulière qu'il aurait été nécessaire d'exposer aux lecteurs de « T. S. ».

Un artisanat de luxe agricole

L'étude du texte du Gard confirme en effet ce que nous savions déjà de l'implantation du parti dans ce département : qu'elle est limitée à la zone fertile qui s'étend entre les plateaux des Costières et le littoral méditerranéen. Il s'agit là d'une petite région agricole particulièrement favorisée puisque :

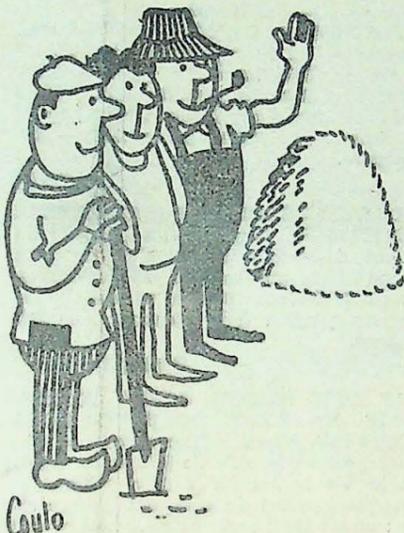
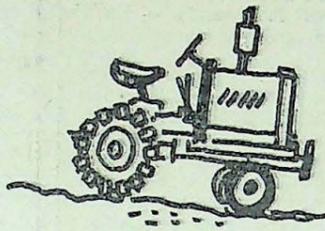
a) elle dispose d'un ensoleillement exceptionnel lui assurant une prime de précocité, garante de bonnes conditions de commercialisation et d'eau à profusion. On a pu dire de cette région que l'irrigation y était presque superflue ; or elle fut l'une des premières régions de France à en bénéficier. Les terres, relativement bonnes et variées, bien exposées, protégées du mistral et disposées en pentes douces permettent une excellente utilisation mécanique. Il s'agit là de conditions rarement réunies ensemble en pays méditerranéen, pour ne pas parler des autres régions ;

b) cette situation permet aux exploitations agricoles d'y pratiquer une polyculture intensive de qualité, à plusieurs « niveaux » d'altitude, ce qui les met à l'abri des risques commerciaux comme des fléaux naturels : si une production ne « donne rien », il y a toutes chances de se rattraper sur les autres. L'un de nos camarades, manifestement le principal « correspondant » de la Fédération, fait « tourner » son exploitation sur huit produits, échelonnés de mars à janvier, à savoir, dans l'ordre des récoltes : asperges, fraises, cerises, pêches, melons, raisins de table (muscats), raisins de cuves (vins des Costières, V.D.Q.S.) et olives. Notons qu'il s'agit là de productions de haute qualité, protégées par des labels et une réputation centenaire, autour desquelles se sont établis des marchés réputés (Cavaillon, Châteaurenard, Nîmes).

L'existence des bottiers de la rue Saint-Honoré n'est pas un argument contre l'existence des usines à chaussures. Nous avons expliqué, dans le programme agricole proposé au parti à l'occasion des élections cantonales de 1962, que l'agriculture moderne s'orientait vers un double secteur de consommation : celui des productions de « masse », lait, viandes, vins

de grande consommation, fruits et légumes pour la conserverie, aviculture industrielle, et celui, infiniment plus étroit, des produits de luxe. Producteurs de fruits de qualité (pour la consommation en frais), primeuristes, horticulteurs, maraichers des ceintures urbaines, vigneron du Champenois, de Cognac et des grandes appellations, etc., constituent les éléments de cet « artisanat de luxe » que la société industrielle voit reflourir partout à côté de la production de série.

Ce secteur artisanal — que l'on retrouve aux U.S.A. comme en Yougoslavie et on le rétablit en U.R.S.S. — atteindra la coopération au stade machines, groupement de producteurs, voire association partielle, mais conservera effectivement les caractéristiques essentielles de l'exploitation familiale, avec sa relative auto-



Coulo

nomie de décision et les risques qu'elle comporte !

Quelle que soit la forme du régime économique, nous allons, en agriculture, vers la constitution de quatre types d'exploitations :

a) la grande exploitation extensive — hautement mécanisée — capitaliste ou collective ;

b) le secteur « intégré » où subsistera formellement l'exploitation individuelle, mais où elle aura perdu toute autonomie de décision. Ce secteur pouvant, selon les cas, être intégré par le secteur capitaliste (industrie de transformation ou grand commerce) ou autogéré sous forme coopérative (le pouvoir de décision appartenant à ce moment aux exploitants associés, mais pas à l'exploitation) ;

c) le secteur artisanal, limité à quelques productions et à quelques zones ;

d) enfin, du moins en système capitaliste et, sans doute, tout au long de la première phase du socialisme, se maintiendra une agriculture marginale, servant d'appoint et de volant de sécurité à l'agriculture commerciale. Celle-ci sera le fait de paysans-ouvriers, d'agriculteurs retraités ou âgés et autres catégories d'exploitants pour lesquels l'agriculture ne constituera pas le revenu principal.

Les cas de nos camarades du Gard se situent nettement dans le troisième groupe. Il ne saurait être considéré comme « typique » et « représentatif », de même que celui, qui nous a été posé en d'autre temps, des horticulteurs de Grasse et des producteurs d'oignons à Bulbe de Saumur !

Ces remarques faites, et nous y

reviendrons, car elles ont des implications jusques et y compris dans l'activité politique de la Fédération du Gard en milieu agricole. Il semble que les remarques des correspondants appellent à préciser les caractéristiques du secteur intégré (qu'il soit capitaliste ou coopératif). En effet, dans l'esprit des camarades, il apparaît qu'ils ne font aucune distinction de fond entre secteur intégré et grande exploitation de type industriel. La remarque sur la « surveillance des coupeurs de raisins de table » par exemple le montre clairement.

Or, c'est précisément lorsque de grands trusts de la conserverie alimentaire — Findus en Suède, Libby's, United Fruit aux U.S.A. — se sont aperçus des dangers de la grande exploitation lorsqu'elle a un caractère intensif — cas des productions légumières et fruitières — qu'ils inaugureront la politique contractuelle, dite « intégration verticale ».

Dans ce système, l'exploitant s'engage, vis-à-vis de son intégrateur, à fournir un certain type de produit, au moment et dans les quantités déterminées par celui-ci qui lui donne les moyens techniques, matériels et autres de respecter ses engagements. Mais l'exploitant, dans ce cadre, va précisément s'ingénier à multiplier sa rentabilité. Nos camarades du Gard, constatant que la présence de l'exploitant utilisant sa main-d'œuvre familiale (on ne peut ici s'empêcher de songer au slogan du C.N.J.A. : « L'exploitation familiale, c'est l'exploitation de la famille ») aboutit à de meilleurs résultats que celle d'un contremaître anonyme, ne font que confirmer le point de vue des bureaux d'études de Findus ou de Libby's. Et c'est précisément là qu'est le principal danger social de l'intégration. Parce qu'il conserve « l'illusion » de la propriété, de l'autonomie de décision, parce qu'il continue à croire que son revenu dépend de sa productivité, notre exploitant s'échine, investit, écrase de tâches sa femme et ses enfants. Au renouvellement du contrat, il s'apercevra qu'il lui faut maintenant produire plus pour obtenir le même revenu, ses efforts n'ayant abouti qu'à contribuer à l'écroulement des prix. Comme le trust est placé en position de monopole, comme l'exploitant est endetté par rapport à lui, il continuera jusqu'à ce qu'il abandonne la partie, en vendant fort cher à un successeur naïf son droit d'être exploité.

Les conditions de la démocratie coopérative

La mise en place de grands ensembles coopératifs se fera évidemment selon les mêmes normes techniques. Le pouvoir de décision sera reporté au niveau collectif. Ici se pose la deuxième critique importante de nos camarades du Gard. Ils nous font remarquer que, dans la pratique, la gestion d'une coopérative, lorsque celle-ci a atteint la taille d'un grand ensemble industriel, risque d'échapper aux adhérents de base au moins autant que le trust capitaliste. Et il est évident que nous nous trouvons là en présence d'une contradiction qui n'est pas seulement propre à la coopération en système capitaliste, mais constitue en fait le problème fondamental de l'économie socialiste. Comment concilier l'efficacité industrielle et technique avec la démocratie ? Nous ne le résoudre pas en nous renfermant dans le jardin de Candide, pour philosopher avec Pangloss sur le sort du monde. Mais ce problème est, en tous les cas, en ce qui concerne l'agriculture, étroitement lié aux structures de la production elle-même. La participation effective de la communauté agricole locale à la gestion de ces grands ensembles ne peut évidemment être assurée aujourd'hui comme lors de la fondation des premières coopératives, simples syndicats de collecte où l'on réunissait les adhérents à la mairie communale. Elle inclut la décentralisation des responsabilités et la formation, au sein de chaque commune de militants coopératifs, techniquement avertis, qui pourront consacrer à cette activité une part importante de leur temps, tout en restant membres de leur communauté locale.

Ce militant spécialiste n'est pas concevable au niveau de l'exploitation individuelle : s'il devient permanent, il cesse d'être agriculteur. C'est pourquoi la mise en place de structures coopératives de travail, au niveau de la production, est le complément nécessaire à la mise en place de grands ensembles coopératifs.

Syndicalisme et politique

Reste la troisième critique essentielle de nos camarades du Gard ; elle n'est pas nouvelle et je dirai qu'elle apparaît quelque peu contradictoire avec leur option en faveur du contre-plan. Le contre-plan n'est pas une panacée verbale, un slogan de réunions électorales. C'est l'élément d'une stratégie qui vise à coordonner action politique, action économique et syndicale contre le néo-capitalisme. La coopération est un des moyens de l'action économique. Dans le secteur agricole cela signifie que l'action coopérative, l'action syndicale et l'action politique doivent converger vers la revendication de réformes de structures anticapitalistes, chacune avec des moyens propres. Sinon, la coopération fait des affaires, le syndicalisme défend des prix et le politique conquiert des bastions municipaux.

Nous ne disons pas qu'il est possible d'empêcher le développement de l'intégration capitaliste à la campagne ; mais nous disons qu'il faut proposer un autre modèle. La coopération peut constituer un « bastion de résistance », bastion sur lequel s'appuierait la lutte revendicative et politique des paysans du secteur intégré et celle des salariés du secteur capitaliste agricole.

Mais il est évident que, livrée aux seules lois du marché capitaliste, la coopération était, inévitablement, soit intégrée, soit écrasée par le secteur capitaliste. D'où la nécessité de relayer son activité par des luttes offensives et défensives contre le secteur capitaliste.

Cette remarque rejoint celle que nous faisons concernant l'attitude manifestée par nos camarades à l'égard du syndicalisme agricole. Cette attitude n'est évidemment pas étrangère à la situation particulière de nos camarades dans leur activité professionnelle. Attitude qui n'est elle-même pas étrangère à la domination des organisations syndicales dans leur département par « les gros exploitants ».

Il est hors de doute que le fait que ces camarades aient en quelque sorte trouvé « une solution personnelle » à leurs problèmes économiques ait facilité leur passage « direct » à l'action politique. Les artisans, moins soumis à l'arbitraire patronal, ont souvent précédé les ouvriers dans le mouvement socialiste. Mais il serait dangereux d'oublier que — pour la grande masse des paysans — la prise de conscience socialiste, anticapitaliste, ne peut se forger qu'à travers l'action syndicale et coopérative. Je conseille aux camarades du Gard de lire avec attention l'article que Raoul Seyriès, petit exploitant du Tarn devenu secrétaire général du C.N.J.A., a publié dans « Le Nouvel Observateur » du 26 novembre 1964 (« Jeunesse d'un leader ») dans lequel il expliquait sa propre démarche intellectuelle et comment, parti d'un point de vue « d'agriculteur individuel moderniste », il avait abouti à une conception socialiste de l'agriculture et de l'économie.

Il ne peut être question de « choisir » entre les formes de lutte économique, syndicale et politique. Il faut les mener conjointement, concrètement, cela veut dire, dans le cas de la « Libby's »-Languedoc par exemple, qu'il faut :

1.) Lutter avec acharnement pour briser le monopole de la Libby's sur la région : cela ne peut être obtenu que par l'implantation, dans la zone irriguée, d'un complexe coopératif de taille équivalente. L'échec de « France-Uniconserves » n'en souligne que mieux l'importance.

2.) Organiser la lutte défensive des producteurs intégrés par la Libby's pour la revalorisation des conditions contractuelles qui leur sont faites : cette lutte ne sera pourtant efficace que si la Libby's n'a pas le monopole de la commercialisation. Mais inversement cette lutte affaiblira les armes concurrentielles que la Libby's pourrait utiliser contre le complexe coopératif.

3.) Proposer les réformes de structures politiques qui assureront la gestion démocratique de la production agricole au profit des travailleurs agricoles comme des consommateurs. C'est la synthèse de ces trois types d'actions qui, seule, peut élever le niveau de conscience « global » de la paysannerie. En un mot, le socialisme gagnera les campagnes. Les paysans deviendront socialistes parce qu'agriculteurs, et non pas — comme le formule assez clairement la Fédération du Gard — malgré qu'ils soient agriculteurs.

Serge Mallet.

LIVRES

Un jeune homme excentrique

de Daniel GUÉRIN

La nouvelle livraison de Daniel Guérin est un essai d'autobiographie. « Un jeune homme excentrique » (1) couvre les années de l'adolescence de l'auteur ainsi que celles qui vont voir s'édifier sa jeunesse : « des dernières douceurs de la belle époque » aux prémices de la montée du fascisme (1904-1930)...

Autour du drame qui est le sien, l'auteur nous fait pénétrer au cœur d'une grande famille bourgeoise (la sienne) issue de plusieurs générations d'amateurs d'art dont il nous dépeint les mœurs, la mentalité et le style de vie, sans complaisance, mais avec une touchante tendresse.

Etoffées par de brillants portraits littéraires ou politiques, les « mémoires » de Guérin nous content l'histoire des enfants de la première guerre mondiale ; au travers de cette histoire il se met crânement à nu avec une probité intellectuelle peu commune.

En effet, si le récit nous permet (des horreurs de la guerre à la joie populaire qui suit l'annonce de l'armistice mettant fin à la tuerie de 14-18, en passant par l'occupation de la Ruhr et les premiers contacts de l'auteur avec le colonialisme en Syrie, au Liban et en Indochine) de suivre le processus qui conduira ce fils de bourgeois à abandonner son milieu d'origine et la littérature pour s'engager, si au fil des lignes nous pouvons deviner son orientation future vers le socialisme, il demeure que l'essai autobiographique de Guérin tourne autour de l'antagonisme qui déchira sa vie : ce qu'il nomme son excentrisme.

« Un cas de non-conformisme : c'est dans ce sens, enregistré par le Littre, qu'il faut entendre le mot excentrique » nous prévient le narrateur, le non-conformisme en l'occurrence étant essentiellement un penchant sexuel hors nature...

En exergue de l'ouvrage, une phrase nous donne les motivations subjectives de cette « confession publique » :

« Pour atteindre son maximum d'utilité, le voyage à la conquête de

l'expérience implique qu'il sera décrit, raconté, analysé, communiqué à autrui. L'expérience qui profite uniquement à celui qui la tente manque en partie son but : c'est comme le procédé nouveau que découvrirait un savant et dont il verrouillerait la formule dans le coffre-fort de sa mémoire. »

E. Armand, « la vie comme expérience ».

En fait, je ne pense pas que ce soient là les véritables motivations de Daniel Guérin qui dans son avant-propos nous dit qu'il lui semble avoir été mené par des forces obscures : « je ne sais où je vais », nous dit-il avoir noté plus d'une fois et il pose la question : « Si j'avais été mon propre guide, aurais-je besoin de me poser tant de questions ? » A l'affirmation de Mauriac qui lui écrit : « Nous sommes déjà nous-même à dix ans », il fait une réserve : « de quel nous-même s'agit-il ? » et il ajoute « Qui suis-je ? ».

Je crois que c'est dans cette question posée par l'auteur lui-même que résident les véritables motivations de sa « confession ». Daniel Guérin se cherche, et, beaucoup plus que sa volonté de communiquer son expérience à autrui, il est à la recherche de son « Moi ». Il en fait du reste naïvement l'aveu lorsqu'il écrit : « J'ai entrepris cette évocation tout d'abord pour moi-même. Je me suis soumis à une cure de psychothérapie. Cette auto-analyse, même si elle devait décevoir le lecteur, m'a, au moins, profité. Elle m'a donné la paix ».

Peut-on parler de malhonnêteté intellectuelle de l'auteur lorsqu'il affirme vouloir communiquer son expérience alors que, comme nous venons de le voir, ses motivations sont autres ? Je ne le pense pas. Ses « mémoires » sont une véritable introspection. Or, si l'introspection est indispensable à la connaissance de la face subjective (conscience) du fait psychique et permet donc de vérifier qu'il s'agit bien d'un fait psychique, il

n'en demeure pas moins qu'elle a pour défaut essentiel que celui qui s'observe altère ses états de conscience : il ne peut être impartial ; il ne peut rendre compte objectivement de ses observations et même de ses motivations.

En effet, il semble bien que, tout au long de son introspection, Guérin ait cherché, peut-être beaucoup moins inconsciemment qu'il ne le pense, la « guérison » ou tout au moins la « paix intérieure » par l'exploration de son passé mental et par le retour à la conscience de l'émotion causale... Y est-il parvenu ? Je ne puis l'affirmer et lui-même ne le peut car bien qu'il affirme, et là encore il est entraîné sur les pentes du subjectivisme, que cette auto-analyse lui a « donné la paix », il termine son essai par ces lignes révélatrices :

« ...car je suis aussi un faible. De la même race que mon père, le cœur mal équilibré, comme le lui reprochait ma mère. Toute ma vie, en dépit d'un flux vital exubérant et d'un fond puissant de vie végétative, de volonté, d'orgueil, d'emportement, je demeurai un enfant gâté, inadapté, instable, cyclothymique, abritant sa

vulnérabilité intérieure, son incurable tendresse, son besoin lancinant d'aimer et d'être aimé, sous une enveloppe (d'ailleurs non simulée) d'énergie, d'opiniâtreté, d'assurance, inaptitude à jouer le jeu, facile à démonter ou à meurtrir, rêvant toujours d'avoir dix ans, mal à l'aise dans la fonction d'adulte. Après les avoir si facilement semés, j'aurai de la peine à me passer de mes anges gardiens. Bien qu'irremplaçables, il me faudra les remplacer : par une femme, un enfant. Mes amarres sont rompues, et elles ne sont pas rompues. »

Ai-je besoin de le dire ? Je pense que la femme complète harmonieusement l'homme et réciproquement, aussi, c'est avec un préjugé défavorable (ô combien) que j'ai abordé la « confession » de Daniel Guérin... Au terme de sa lecture je crois que celle-ci doit être entreprise sans vouloir ni condamner, ni absoudre, mais avec la volonté de comprendre... et ce n'est pas chose facile !

Claude LAVEZZI.

(1) Julliard, éditeur.

VIENT DE PARAITRE

ENQUETES - DOCUMENTS

MA LUTTE CONTRE LA CORRUPTION. Robert F. Kennedy. — Un sévère réquisitoire contre le gangstérisme syndical, véritable gangrène du mouvement ouvrier américain et contre son chef redoutable, Jimmy Hoffa. — Ed. Robert Laffont.

CAUCHEMAR ANTILLAIS. Eve Dessarre. — Une enquête dans les Antilles françaises, Trinidad et Tobago, Jamaïque, Haïti. L'auteur a rencontré partout les mêmes problèmes, tant économiques que sociaux, propres aux pays sous-développés, et aussi la rapacité des monopoles étrangers. — Ed. Maspéro.

FASCISME ET GRAND CAPITAL. Daniel Guérin. — Un ouvrage solide dont la parution en 1936 fut d'une grande utilité pour l'avant-garde révolutionnaire. Cette réédition, revue par l'auteur, témoigne de la rigueur analytique de celui-ci. — Ed. Maspéro.

ESSAIS

DE L'ETAT SOCIALISTE (L'EXPERIENCE SOVIETIQUE), Jean Dru. — L'auteur du « Parti démocratique » analyse le plus grand péril qui menace le socialisme, savoir le bureaucratisme, et signale les moyens propres à le combattre. — Ed. Julliard.

BIOGRAPHIE

LE CURE MESLIER, ATHEE, COMMUNISTE ET REVOLUTIONNAIRE SOUS LOUIS XIV, Maurice Dommanget. — Cet ouvrage considérable de 552 pages retrace la vie et les idées d'un précurseur presque inconnu du communisme moderne : un modeste curé des Ardennes, vivant au milieu de la misère paysanne de la fin du XVII^e siècle, devenu incroyant et « socialiste ». Son Testament est un extraordinaire document (1.000 pages) resté manuscrit pendant deux cents ans. Dommanget a réussi une biographie passionnante. — Ed. Julliard.

ROMANS

RAPPORT SUR BRUNO, Joseph Breibach. — La lutte sans merci entre un

adolescent (Bruno), d'une intelligence précocce, et son grand-père, homme épris de libéralisme. Bruno, pour s'affirmer et secouer la tutelle du grand-père, aura recours à tous les moyens à sa portée, y compris le chantage. — Ed. Gallimard.

LES CHIMERES BLEUES DE CHANDERNAGOR, Christian Mégret. — Une chronique des Indes françaises galantes du XVIII^e siècle. — Ed. Robert Laffont, dans la collection dirigée par Gaston Bonheur.

« SACRIFIEE », OU LA GUERRE CIVILE ESPAGNOLE, Jaime Cuadrat. — Le nouvel ouvrage de l'auteur de « Semence de Liberté » et des « Faux Célibataires » est un cri de vérité à tous les amis de cette Espagne rebelle et meurtrie, déchirée par la guerre civile et les années horribles de répression.

L'héroïne du roman-document de l'écrivain catalan est une Française courageuse et indomptable que le destin unit à Antoine, un combattant de l'armée républicaine, qui offrira à l'Espagne d'abord et ensuite au monde, son idéal de fraternité humaine.

En publiant « Sacrifiée », Jaime Cuadrat a voulu une fois de plus rappeler aux hommes du sol-disant « monde libre », que le fascisme n'est pas mort, que le drame espagnol continue, que les prisons espagnoles sont remplies de patriotes, républicains et syndicalistes, que depuis vingt-cinq ans ils rêvent à la liberté dans les cachots de l'enfer franquiste.

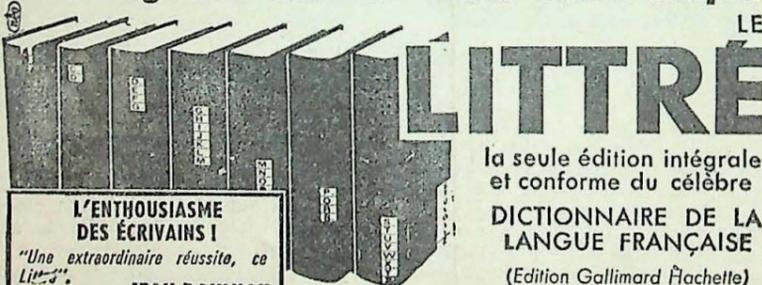
Ce document, présenté par le président de la « Ligue des Droits de l'Homme et du Citoyen », a été édité à compte d'auteur, aidé par des amis de l'Espagne républicaine.

En achetant cet ouvrage, vous pourrez témoigner de votre solidarité envers nos camarades prisonniers des geôles franquistes, l'auteur ayant décidé de leur céder tout le bénéfice de la présente publication.

Pour la commande, s'adresser à Jaime Cuadrat, 25, rue Barla, à Nice, ou adresser un versement à son C.C.P. 30.23.50, Marseille.

Prix du livre : 10 F.

L'ouvrage de base de toute bibliothèque



la seule édition intégrale et conforme du célèbre DICTIONNAIRE DE LA LANGUE FRANÇAISE (Edition Gallimard Flachette)

L'ENTHOUSIASME DES ÉCRIVAINS I

« Une extraordinaire réussite, ce Littré ».

JEAN PAULHAN

de l'Académie Française

« Par sa forme inhabituelle, il sera facile à loger dans les bibliothèques et à portée de la main. C'est le plus beau cadeau que l'on puisse faire à un homme instruit et désireux de s'instruire ».

MAURICE GARÇON

de l'Académie Française

« Un cadeau royal et précieux ».

FRANÇOIS MAURIAU

de l'Académie Française

« Bravo pour le Littré ! Le format, la différence de caractères, la marge spacieuse où débordent le mot cherché, la reliure, tout témoigne d'une connaissance parfaite de ce que l'on peut souhaiter d'un dictionnaire ».

MARCEL JOUHANDEAU

« L'enveloppe nouvelle, sous laquelle se présente un texte reproduit avec vénération, n'est pas une des moindres joies que procure aux lecteurs ce roman d'aventures - les aventures de la langue française ».

RAYMOND QUENEAU

de l'Académie Goncourt

« Ce monument national » comme disait Pasteur, ce « trésor de notre langue » (Le Figaro), cette « bible de l'homme cultivé » (Arts) est l'ouvrage de base de toute bibliothèque. Qui veut écrire ou parler correctement le français doit se référer à cette autorité indiscutée. La nouvelle édition, la seule, la vraie ! - reproduisant scrupuleusement le texte de l'ancienne devenue introuvable, lui est supérieure par la clarté et la maniabilité. Elle a été primée à l'Exposition Triennale des Arts Français et adoptée par toutes les grandes bibliothèques, l'Académie, le Ministère de l'Éducation Nationale, etc... Elle comprend 7 volumes de 2.000 pages, format 13x26 sur velin ivroire, reliés pleine toile.

Profitez des conditions exceptionnelles faites à nos lecteurs :

10 mensualités de 45 fr. ou 406 fr. (en un seul versement au comptant ou en 3 mensualités de 135 fr. 35 sans augmentation de prix). Vous n'avez rien à payer d'avance. Il vous suffit de remplir le bon de commande ci-dessous et de l'adresser à la Librairie PILOTE, 30, rue de Grenelle, pour recevoir immédiatement les volumes sans frais de port et d'emballage et avec DROIT DE RETOUR. C'est-à-dire que si vous êtes le moins du monde déçu par la présentation des volumes, vous pouvez les renvoyer dans les 3 jours sous leur emballage d'origine et vous êtes quitte de tout engagement. Vous ne courez donc aucun risque puisque votre commande ne sera définitive que lorsque vous aurez vu l'ouvrage. Mais hâtez-vous car les conditions de la présente offre ne peuvent être garanties que pour une quinzaine.

BON à adresser à la Librairie PILOTE, 30, rue de Grenelle - Paris (VII^e)

(Valable seulement pour la France Métropolitaine)

Veuillez m'adresser le Littré, édition intégrale en 7 tomes. Je réglai (cocher le cas figurant devant la formule choisie)

au comptant à réception des volumes : 406 Fr.

en 3 versements mensuels de : 135 Fr. 35

en 10 versements mensuels de : 45 Fr.

Je garde le droit de vous retourner les volumes dans les 3 jours dans leur emballage d'origine et serai en ce cas libre de tout engagement.

Nom Profession

Adresse Signature

N° C.C.P. ou bancaire

T. S. 2

« Courrier de la République »

Président : Pierre Mendès-France

Les différents éléments de l'opposition de gauche ne se rapprocheront effectivement en vue d'une collaboration durable et la vie démocratique dans ce pays ne se ranimera que sur la base de réflexions approfondies sur les problèmes posés et de propositions précises destinées à y faire face. Depuis cinq ans, le Courrier de la République s'est efforcé de contribuer à un effort de ce genre.

Numéros parus :

Questions économiques et sociales :

- N° 19 : Le plan de stabilisation, janvier 1964.
- N° 20 : Pas de véritable aménagement du territoire sans véritables conseils économiques régionaux, mars 1964.
- N° 21 : Politique sociale et politique générale, mai 1964.
- N° 23 : De « l'ardente obligation » au « laissez-faire », juillet 1964.
- N° 25 : Pour une politique du logement, octobre 1964.

Questions internationales :

- N° 18 : France archaïque ou diplomatie moderne ? novembre 1963.
- N° 26 : Pour une politique étrangère, novembre 1964.
- N° 27 : Le Sud-Est asiatique, décembre 1964.

Les institutions et la politique :

- N° 22 : Les élections municipales, la morale et les perspectives politiques, juin 1964.
- N° 24 : Sur une leçon du professeur Duverger, septembre 1964.

Prix de l'abonnement au « Courrier de la République » :

12 numéros	20 francs
Etranger	25 francs
Soutien	50 francs

ATTENTION, tous les abonnements doivent être versés au nom des « Cahiers de la République » 25, rue Louvre, Paris (1^{er}), en espèces, chèques ou par virement C.C.P. 13.693.09 Paris.

TÉLÉVISION

« Cinq colonnes à la une »

Ce vendredi 5, un très remarquable « Cinq colonnes à la une ». Deux séquences particulièrement frappantes : le reportage d'une journaliste de l'Humanité dans la zone vietcong. Naturellement, ce n'est pas notre consœur qui parle, et la bande a été filmée par des combattants cinéastes du F.N.L. (le Front National de Libération). Les effets sont saisissants et l'on ne peut rester insensible devant ces efforts de fournis d'une population servie, il faut bien le constater, par la nature qui semble les protéger. Mais certains passages sont dignes du pur cinéma : le transport des cases, repérées par l'aviation, dans la brousse ; la démolition des villages fortifiés repris aux troupes régulières ; l'entraînement des combattants du F.N.L. ; l'utilisation du sol et du sous-sol, et, enfin, l'emploi des moyens archaïques utilisés naguère contre les faucons : fosses, hérissons de bambous, flèches, etc. Mais aussi l'instruction des analphabètes, dans des écoles de brousse, la fabrication de vaccins dans des laboratoires de fortune fonctionnant, sous le couvert des arbres, aux chalumeaux actionnés par un soufflet animé au pied ou par une pompe de bicyclette.

Comment une poignée de combattants clandestins peut-elle tenir tête à la puissance d'une armée organisée, soutenue par un armement ultramoderne... et cela depuis si longtemps et avec tant de succès ? Tout d'abord, il semble — de l'avis même d'un journaliste vietnamien, interviewé à Saïgon, qu'il ne s'agit pas d'une poignée de combattants, mais plutôt d'un minimum de révolutionnaires exprimant les aspirations d'une très large fraction du peuple vietnamien.

Car la séquence qui suit le reportage chez les Vietcong a démontré sans pitié l'absurdité de la politique américaine dispensant une aide financière qui ne va, en définitive, qu'à une poignée de profiteurs, spéculateurs, généraux ou colonels ayant tout intérêt à faire durer une situation où les pleurs et les souffrances

ne sont supportées que par le peuple impuissant.

Impossible de ne pas comprendre, après cette projection, tout l'odieux et la stupidité de ce conflit, et surtout l'incroyable aveuglement des grandes puissances trop intéressées à ce Sud-Est asiatique où se heurtent deux idéologies qui dominent le monde.

Propagande communiste, brâme notre confrère l'Aurore. Certes, la politique de l'Occident ne sort pas grandie de cette projection. Mais, confrère, ce que nous avons vu n'est pas truqué ; les faits sont là, trop implacables et brutaux. Les commentaires accompagnent les images, bien sûr, mais ne les déforment pas. Alors, confrère du matin, vous qui trouvez cela insupportable, dites-nous donc comment vous concevez l'objectivité de l'information et la liberté du journaliste... et aussi le droit du public de savoir.

Un séquence sur le Congo-Brazzaville, qui suivit, nous laissa, hélas ! sur notre faim. Le président de cette République africaine avait cependant mis l'accent sur la nouvelle forme de colonialisme — le néo-colonialisme financier qui occupe une Afrique sans capitaux suffisants pour construire sa propre économie. Mais, hélas ! quelle confusion règne encore dans ces territoires où un ministre peut envisager sans émotion une troisième guerre mondiale partant, d'Afrique, d'un petit conflit territorial... Il est vrai que, là encore, tout comme dans le Sud-Est asiatique, les conflits territoriaux ne sont que l'expression sanglante des conflits d'intérêts menés par les grandes puissances.

Est-ce cela qu'aurait voulu démontrer ce « Cinq colonnes » ? On peut le deviner, peut-être, à condition d'être averti. Quoi qu'il en soit, voilà une production courageuse faite par des journalistes non conformistes. Puisse-t-ils continuer à s'exprimer pleinement et librement, nonobstant les grognements des bourgeois dérangés dans leur confort.

Benoist-Renaudot.

CINÉMA

« Mata-Hari, agent H 21 »

par Jean-Louis Richard



J.-L. Trintignant et Jeanne Moreau : l'amour et la guerre.

Tournant délibérément le dos à l'imagerie d'Epinal, Jean-Louis Richard recompose moins l'histoire d'une espionne que celle d'une amoureuse. Réinventé, même plus qu'il ne recompose. Mata-Hari, sous les traits de Jeanne Moreau, cesse d'être l'intrigante vulgaire qu'un demi-siècle de journalisme et de tradition orale a figée dans une piteuse légende, pour redevenir un être vivant : une femme belle et légère, contradictoire et tendre ; vénale, assurément, et pourtant sincère.

Ceux qui chercheront dans ce film une histoire d'espionnage seront bien déçus et certaines scènes ne manqueront pas de les faire hurler à l'invraisemblance. De leur côté, les historiens, haut perchés sur leurs paquets de fiches et leurs rapports de police, vont crier au sacrilège. Et pourtant, qui sait ? Pourquoi ce portrait cinématographique ne serait-il pas en définitive le plus proche de la vérité ? L'amour de l'agent H 21 pour le beau capitaine Lassalle (Jean-Louis Trintignant), qui peut dire qu'il n'a pas été tel que l'imagine Jean-Louis Richard (avec le concours de François

Truffaut) dans une mise en scène toute en lueurs d'incendie et en frémissements d'aube ? Si le rêve, encore une fois, estompe les sombres silhouettes de la réalité en chapeau melon, eh bien ! tant pis pour la réalité et ses chapeaux melon...

Jean-Jacques Vernon.

MUSIQUE

MAHLER chaînon important vers la musique contemporaine

Des successeurs de Wagner qui comptent, comme Mahler, Bruckner, Pfitzner, Richard Strauss, le premier nommé est celui qui est allé le plus loin dans la voie du modernisme.

Schoenberg, l'illustre créateur du dodécaphonisme, le prenait pour « l'un des plus grands ».

Je n'ai cité cette parole exagérée que pour éveiller l'attention sur un musicien qui est peu connu en France, et dont la magnifique Chant de la Terre est la seule partition qui soit souvent jouée. « Philips » nous donne une nouvelle version (la seule qui soit actuellement au catalogue) de la Symphonie « des mille ».

Cette œuvre monumentale est divisée en deux parties inégales, l'une, brève, inspirée par le « veni creator spiritus », l'autre, longue, qui a pris sa raison d'être dans la scène finale du second Faust de Goethe.

Mahler, qui a été un chef d'orchestre remarquable à la tête de l'Opéra de Vienne, est souvent sous l'emprise

du « style opéra », et les moyens employés pour plaire ne sont pas toujours d'une pureté rigoureuse, par contre l'harmonie est sans concessions.

Si l'on y ajoute qu'orchestre, solistes, triple chœurs arrivent à atteindre un effectif de neuf cents personnes, les difficultés de l'enregistrement sautent aux yeux ; elles sautent aussi aux oreilles en ce sens que l'on n'a pu éviter une réverbération un peu exagérée.

Il s'agit tout de même d'un succès. En effet G. Sébastian vient de faire entendre l'œuvre et cette réverbération existe même au concert. Aux amateurs qui ont aimé le Chant de la Terre, cette très belle œuvre, je conseille d'acheter cet enregistrement qui leur montrera par quel cheminement la musique est parvenue à la période moderne, après avoir quitté Wagner.

Pierre Bourgeois.

Des fleurs pour « Le Bourreau »

Un jury composé de metteurs en scène (Pierre Prévert, Jean-Christophe Averty), de dessinateurs humoristiques (Siné, Tetsu, Topor), de vedettes (Geneviève Grad, Jacques Martin) et de critiques de cinéma (Michel Cournot, Hervé Le Boterf, Michel Lacos, Jean-Jacques Vernon) a discerné le « Grand Prix Spécial de l'Humour Noir » au film de Luis Berlanga, Le Bourreau. Ce film espagnol (mais non franquiste) a été remarqué l'an dernier au Festival de Venise ; il sortira le 16 février à Paris.

P.S.U. — Section d'Erment-Eaubonne

Dimanche 21 février, à 15 heures

MICHEL BREITMAN

membre de la Commission exécutive fédérale de Seine-et-Oise,

parlera de l'engagement politique et de la littérature

Prix Sainte-Beuve 1964 pour son roman « Sébastien », à la Maison du P.S.U., 6, place des Tilleuls, à Eaubonne.

PANTHÉON 13, rue Victor-Cousin ODE 15-04

Permanent de 14 h. à 24 h.

Semaine du 10 au 16 février

UNE FEMME MARIÉE

pour quelques jours encore... prix exceptionnel de souscription pour les lecteurs de TRIBUNE SOCIALISTE

18 mois 49 f par mois

Tous les romans de JEAN-PAUL SARTRE

Edition de luxe numérotée Tirage limité, sur les presses de l'Imprimerie Nationale

LA NAUSÉE - LE MUR L'AGE DE RAISON - LE SURSIS - LA MORT DANS L'ÂME

En 5 volumes illustrés de lithos originales en couleurs de W. Spitzer

Bon pour une documentation gratuite à adresser à la LIBRAIRIE PILOTE, 30, rue de Grenelle Paris (7^e)

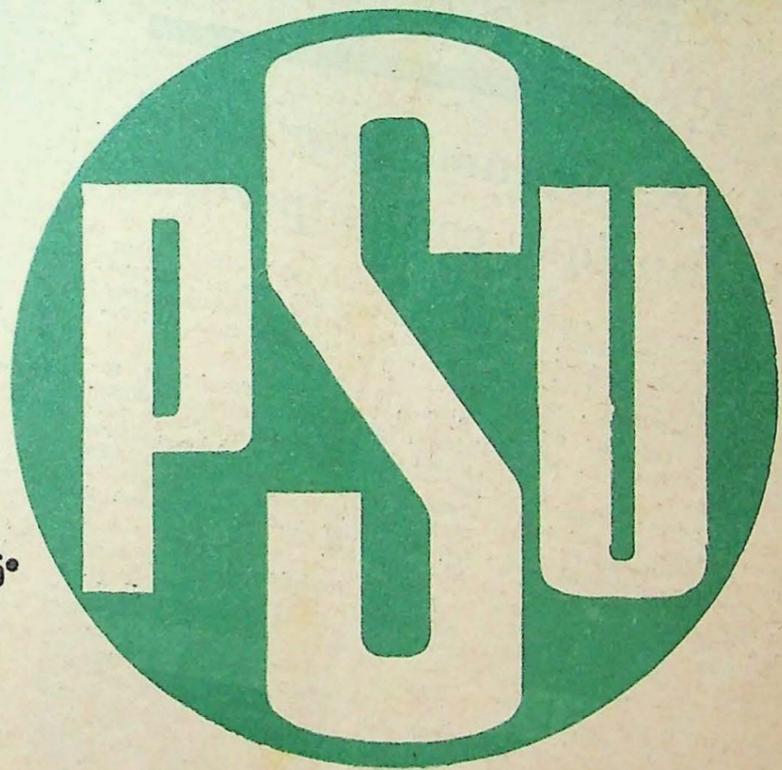
Nom
 Adresse.....
 Profession

UNITE DES

FORCES POPULAIRES

POUR LES ELECTIONS MUNICIPALES DE MARS 65

LISTES COMMUNES DE TOUTE LA GAUCHE



81 RUE MADMOISELLE PARIS 15°

Chaque semaine lisez

TRIBUNE SOCIALISTE

HEBDOMADAIRE DU PARTI SOCIALISTE UNIFIÉ